

BULLETIN OFFICIEL

CONVENTIONS COLLECTIVES



BULLETIN OFFICIEL
CONVENTIONS COLLECTIVES

BULLETIN OFFICIEL CONVENTIONS COLLECTIVES

FASCICULE N° 2012/12 DU 14 AVRIL 2012

	<u>Pages</u>
Ministère du travail, de l'emploi et de la santé	1
Ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire.....	71

MINISTÈRE DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI ET DE LA SANTÉ

CONVENTIONS COLLECTIVES

SOMMAIRE DU FASCICULE N° 2012/12

AVENANTS ET ACCORDS

	Pages
Architecture (entreprises [Alsace]) : accord du 24 novembre 2011 relatif aux salaires et à la valeur du point pour l'année 2012.....	4
Architecture (entreprises [Aquitaine]) : accord du 13 février 2012 relatif aux salaires et à la valeur du point pour l'année 2012.....	6
Architecture (entreprises [Basse-Normandie]) : accord du 19 janvier 2012 relatif aux salaires et à la valeur du point pour l'année 2012.....	8
Architecture (entreprises [Corse]) : accord du 19 janvier 2012 relatif aux salaires et à la valeur du point pour l'année 2012.....	10
Architecture (entreprises [Guadeloupe]) : accord du 19 janvier 2012 relatif aux salaires et à la valeur du point pour l'année 2012.....	12
Architecture (entreprises [Guyane]) : accord du 19 janvier 2012 relatif aux salaires et à la valeur du point pour l'année 2012.....	14
Architecture (entreprises [Ile-de-France]) : accord du 22 décembre 2011 relatif aux salaires et à la valeur du point pour l'année 2012.....	16
Architecture (entreprises [Languedoc-Roussillon]) : accord du 13 décembre 2011 relatif aux salaires et à la valeur du point pour l'année 2012.....	18
Architecture (entreprises [La Réunion]) : accord du 19 janvier 2012 relatif aux salaires et à la valeur du point pour l'année 2012	20
Architecture (entreprises [Martinique]) : accord du 19 janvier 2012 relatif aux salaires et à la valeur du point pour l'année 2012	22
Architecture (entreprises [Nord - Pas-de-Calais]) : accord du 19 janvier 2012 relatif aux salaires et à la valeur du point pour l'année 2012	24
Architecture (entreprises [PACA]) : accord du 19 janvier 2012 relatif aux salaires et à la valeur du point pour l'année 2012.....	26
Architecture (entreprises [Pays de la Loire]) : accord du 9 janvier 2012 relatif aux salaires et à la valeur du point pour l'année 2012.....	28
Bâtiment (Alsace [ouvriers, entreprises occupant jusqu'à 10 salariés et plus de 10 salariés]) : accord du 16 janvier 2012 relatif aux salaires minimaux au 1 ^{er} mars 2012...	30

Bâtiment (Alsace [ouvriers, entreprises occupant jusqu'à 10 salariés et plus de 10 salariés]) : accord du 16 janvier 2012 relatif aux indemnités de petits déplacements au 1^{er} mars 2012.....	32
Bâtiment (Alsace [ETAM]) : accord du 16 janvier 2012 relatif aux salaires minimaux au 1^{er} mars 2012.....	34
Bâtiment (Rhône-Alpes [ouvriers, entreprises occupant jusqu'à 10 salariés et plus de 10 salariés]) : accord du 16 janvier 2012 relatif aux salaires minimaux au 1^{er} janvier 2012.....	36
Bâtiment (Rhône-Alpes [ETAM]) : accord du 16 janvier 2012 relatif aux salaires minimaux au 1^{er} janvier 2012.....	39
Boulangerie-pâtisserie (entreprises artisanales) : avenant n° 11 du 19 janvier 2012 relatif à l'accord n° 83 relatif aux frais de santé	41
Boulangerie-pâtisserie (entreprises artisanales) : avenant n° 101 du 11 janvier 2012 relatif aux salaires minimaux pour l'année 2012.....	43
Chaussure (industrie [Pays de la Loire]) : accord du 12 janvier 2012 relatif aux salaires et aux primes pour l'année 2012.....	46
Cuirs et peaux (industrie) : avenant n° 60 S du 18 janvier 2012 relatif aux salaires et à la valeur du point pour l'année 2012.....	48
Hélicoptères (personnel navigant et technique) : avenant n° 16 du 16 janvier 2012 relatif aux salaires et aux primes au 1^{er} décembre 2011 et au 1^{er} janvier 2012	50
Métallurgie (Corrèze) : avenant n° 69 du 17 février 2012 relatif aux rémunérations annuelles garanties, aux rémunérations minimales hiérarchiques et aux primes pour l'année 2012	54
Métallurgie (Loire-Atlantique) : accord du 9 février 2012 relatif aux rémunérations minimales hiérarchiques au 1^{er} mars 2012.....	57
Métallurgie (Loire-Atlantique) : accord du 29 février 2012 relatif aux taux effectifs garantis annuels pour l'année 2012.....	59
Télévision (artistes-interprètes) : accord du 1^{er} janvier 2012 relatif aux rémunérations brutes minimales au 1^{er} janvier 2012.....	61
Tracteurs et matériels agricoles : avenant n° 85 du 24 janvier 2012 relatif aux salaires minima pour l'année 2012	63
Travaux publics (Bourgogne [ouvriers]) : accord du 25 janvier 2012 relatif aux salaires minima pour l'année 2012	65
Travaux publics (Bourgogne [ouvriers, ETAM]) : accord du 25 janvier 2012 relatif aux indemnités de petits déplacements pour l'année 2012.....	67
Travaux publics (Bourgogne [ETAM]) : accord du 25 janvier 2012 relatif aux salaires minima pour l'année 2012.....	69

Brochure n° 3062

Convention collective nationale
IDCC : 2332. – ENTREPRISES D'ARCHITECTURE

ACCORD DU 24 NOVEMBRE 2011
RELATIF AUX SALAIRES ET À LA VALEUR DU POINT POUR L'ANNÉE 2012
(ALSACE)

NOR : ASET1250428M
IDCC : 2332

Entre :

Le SDA ;

L'UNSEA,

D'une part, et

La fédération BATIMAT-TP CFTC ;

La CFE-CGC BTP,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

La valeur du point (VP) est fixée par la CPR à 7,18 € pour l'ensemble des départements de la région, à compter du 1^{er} janvier 2012, pour la durée légale hebdomadaire du travail.

Article 2

Cette valeur de point s'appliquera à chaque coefficient hiérarchique, pour déterminer le salaire brut mensuel minimum pour la durée légale du travail.

Article 3

Aucun salaire ne pourra être inférieur à l'application du Smic.

Article 4

Conformément à l'article L. 2261-22 du code du travail et à la loi du 23 mars 2006 applicable à compter du 24 mars 2007, aucune différence de rémunération ne peut être justifiée par une différence entre homme et femme. En conséquence, les signataires s'engagent à mettre tout en œuvre pour réduire toute différence de traitement entre les hommes et les femmes.

Article 5

Le présent accord sera transmis par le président de la commission paritaire régionale, pour notification par le secrétariat du paritarisme, ouvrant le délai d'opposition de 15 jours, et pour dépôt et demande d'extension après expiration de ce délai.

Fait à Strasbourg, le 24 novembre 2011.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3062

Convention collective nationale
IDCC : 2332. – ENTREPRISES D'ARCHITECTURE

ACCORD DU 13 FÉVRIER 2012
RELATIF AUX SALAIRES ET À LA VALEUR DU POINT POUR L'ANNÉE 2012
(AQUITAINE)

NOR : ASET1250418M
IDCC : 2332

Entre :

Le SDA ;

L'UNSEA,

D'une part, et

La fédération BATIMAT-TP CFTC ;

La CFE-CGC BTP,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

La valeur du point (VP) est fixée par la CPR à 7,25 € pour l'ensemble des départements de la région, à compter du 1^{er} janvier 2012, pour la durée légale hebdomadaire du travail.

Article 2

Cette valeur de point s'appliquera à chaque coefficient hiérarchique, pour déterminer le salaire brut mensuel minimum pour la durée légale du travail.

Article 3

Aucun salaire ne pourra être inférieur à l'application du Smic.

Article 4

Conformément à l'article L. 2261-22 du code du travail et à la loi du 23 mars 2006 applicable à compter du 24 mars 2007, aucune différence de rémunération ne peut être justifiée par une différence entre homme et femme. En conséquence, les signataires s'engagent à mettre tout en œuvre pour réduire toute différence de traitement entre les hommes et les femmes.

Article 5

Le présent accord sera transmis par le président de la commission paritaire régionale, pour notification par le secrétariat du paritarisme, ouvrant le délai d'opposition de 15 jours, et pour dépôt et demande d'extension après expiration de ce délai.

Fait à Bordeaux, le 13 février 2012.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3062

Convention collective nationale
IDCC : 2332. – ENTREPRISES D'ARCHITECTURE

ACCORD DU 19 JANVIER 2012
RELATIF AUX SALAIRES ET À LA VALEUR DU POINT POUR L'ANNÉE 2012
(BASSE-NORMANDIE)

NOR : ASET1250419M
IDCC : 2332

Entre :

Le SDA,

D'une part, et

La fédération BATIMAT-TP CFTC ;

La FG FO ;

La CFE-CGC BTP ;

La FNCB SYNATPAU CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

La valeur du point (VP) est fixée par la CPR à 7,19 € pour l'ensemble des départements de la région, à compter du 1^{er} janvier 2012, pour la durée légale hebdomadaire du travail.

Article 2

Cette valeur de point s'appliquera à chaque coefficient hiérarchique, pour déterminer le salaire brut mensuel minimum pour la durée légale du travail.

Article 3

Aucun salaire ne pourra être inférieur à l'application du Smic.

Article 4

Conformément à l'article L. 2261-22 du code du travail et à la loi du 23 mars 2006 applicable à compter du 24 mars 2007, aucune différence de rémunération ne peut être justifiée par une différence entre les hommes et les femmes. En conséquence, les signataires s'engagent à mettre tout en œuvre pour réduire toute différence de traitement entre les hommes et les femmes.

Article 5

Le présent accord sera transmis par le président de la commission paritaire régionale, pour notification par le secrétariat du paritarisme, ouvrant le délai d'opposition de 15 jours, et pour dépôt et demande d'extension après expiration de ce délai.

Fait à Paris, le 19 janvier 2012.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3062

Convention collective nationale
IDCC : 2332. – ENTREPRISES D'ARCHITECTURE

ACCORD DU 19 JANVIER 2012
RELATIF AUX SALAIRES ET À LA VALEUR DU POINT POUR L'ANNÉE 2012
(CORSE)

NOR : ASET1250416M
IDCC : 2332

Entre :

Le SDA,

D'une part, et

La fédération BATIMAT-TP CFTC ;

La FG FO ;

La CFE-CGC BTP ;

La FNCB SYNATPAU CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

La valeur du point (VP) est fixée par la CPR à 7,06 € pour l'ensemble des départements de la région, à compter du 1^{er} janvier 2012, pour la durée légale hebdomadaire du travail.

Article 2

Cette valeur de point s'appliquera à chaque coefficient hiérarchique, pour déterminer le salaire brut mensuel minimum pour la durée légale du travail.

Article 3

Aucun salaire ne pourra être inférieur à l'application du Smic.

Article 4

Conformément à l'article L. 2261-22 du code du travail et à la loi du 23 mars 2006 applicable à compter du 24 mars 2007, aucune différence de rémunération ne peut être justifiée par une différence entre les hommes et les femmes. En conséquence, les signataires s'engagent à mettre tout en œuvre pour réduire toute différence de traitement entre les hommes et les femmes.

Article 5

Le présent accord sera transmis par le président de la commission paritaire régionale, pour notification par le secrétariat du paritarisme, ouvrant le délai d'opposition de 15 jours, et pour dépôt et demande d'extension après expiration de ce délai.

Fait à Paris, le 19 janvier 2012.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3062

Convention collective nationale
IDCC : 2332. – ENTREPRISES D'ARCHITECTURE

ACCORD DU 19 JANVIER 2012
RELATIF AUX SALAIRES ET À LA VALEUR DU POINT POUR L'ANNÉE 2012
(GUADELOUPE)

NOR : ASET1250423M
IDCC : 2332

Entre :

Le SDA,

D'une part, et

La FG FO ;

La FNCB SYNATPAU CFDT ;

La CFE-CGC BTP,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

La valeur du point (VP) est fixée par la CPNNC à 7,18 € pour l'ensemble de la région, à compter du 1^{er} janvier 2012, pour la durée légale hebdomadaire du travail.

Article 2

Cette valeur de point s'appliquera à chaque coefficient hiérarchique, pour déterminer le salaire brut mensuel minimum pour la durée légale du travail.

Article 3

Aucun salaire ne pourra être inférieur à l'application du Smic.

Article 4

Conformément à l'article L. 2261-22 du code du travail et à la loi du 23 mars 2006 applicable à compter du 24 mars 2007, aucune différence de rémunération ne peut être justifiée par une différence entre les hommes et les femmes. En conséquence, les signataires s'engagent à mettre tout en œuvre pour réduire toute différence de traitement entre les hommes et les femmes.

Article 5

Le présent accord sera transmis par le président de la commission paritaire régionale, pour notification par le secrétariat du paritarisme, ouvrant le délai d'opposition de 15 jours, et pour dépôt et demande d'extension après expiration de ce délai.

Fait à Paris, le 19 janvier 2012.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3062

Convention collective nationale
IDCC : 2332. – ENTREPRISES D'ARCHITECTURE

ACCORD DU 19 JANVIER 2012
RELATIF AUX SALAIRES ET À LA VALEUR DU POINT POUR L'ANNÉE 2012
(GUYANE)

NOR : ASET1250420M
IDCC : 2332

Entre :

Le SDA,

D'une part, et

La FG FO ;

La FNCB SYNATPAU CFDT ;

La CFE-CGC BTP,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

La valeur du point (VP) est fixée par la CPNNC à 7,18 € pour l'ensemble de la région, à compter du 1^{er} janvier 2012, pour la durée légale hebdomadaire du travail.

Article 2

Cette valeur de point s'appliquera à chaque coefficient hiérarchique, pour déterminer le salaire brut mensuel minimum pour la durée légale du travail.

Article 3

Aucun salaire ne pourra être inférieur à l'application du Smic.

Article 4

Conformément à l'article L. 2261-22 du code du travail et à la loi du 23 mars 2006 applicable à compter du 24 mars 2007, aucune différence de rémunération ne peut être justifiée par une différence entre les hommes et les femmes. En conséquence, les signataires s'engagent à mettre tout en œuvre pour réduire toute différence de traitement entre les hommes et les femmes.

Article 5

Le présent accord sera transmis par le président de la commission paritaire régionale, pour notification par le secrétariat du paritarisme, ouvrant le délai d'opposition de 15 jours, et pour dépôt et demande d'extension après expiration de ce délai.

Fait à Paris, le 19 janvier 2012.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3062

Convention collective nationale
IDCC : 2332. – ENTREPRISES D'ARCHITECTURE

ACCORD DU 22 DÉCEMBRE 2011
RELATIF AUX SALAIRES ET À LA VALEUR DU POINT POUR L'ANNÉE 2012
(ILE-DE-FRANCE)

NOR : ASET1250426M
IDCC : 2332

Entre :

Le SDA,

D'une part, et

La FG FO ;

La CFE-CGC BTP ;

La FNCB SYNATPAU CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

La valeur du point (VP) est fixée par la CPR à 7,66 € pour les départements de la zone 1 (75, 92, 93, 94), à 7,56 € pour les départements de la zone 2 (77, 78, 91, 95), à compter du 1^{er} janvier 2012 pour la durée légale hebdomadaire du travail.

Article 2

Ces valeurs de point s'appliqueront à chaque coefficient hiérarchique, pour déterminer le salaire brut mensuel minimum pour la durée légale du travail.

Article 3

Aucun salaire ne pourra être inférieur à l'application du Smic.

Article 4

Conformément à l'article L. 2261-22 du code du travail et à la loi du 23 mars 2006 applicable à compter du 24 mars 2007, aucune différence de rémunération ne peut être justifiée par une différence entre les hommes et les femmes. En conséquence, les signataires s'engagent à mettre tout en œuvre pour réduire toute différence de traitement entre les hommes et les femmes.

Article 5

Le présent accord sera transmis pour extension, après expiration du délai de 15 jours suivant la notification de cet accord, ouvrant le délai d'opposition, par le secrétariat du paritarisme, qui sera destinataire de 10 originaux adressés par le président de la commission paritaire régionale.

Fait à Paris, le 22 décembre 2011.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3062

Convention collective nationale

IDCC : 2332. – ENTREPRISES D'ARCHITECTURE

ACCORD DU 13 DÉCEMBRE 2011

RELATIF AUX SALAIRES ET À LA VALEUR DU POINT POUR L'ANNÉE 2012
(LANGUEDOC-ROUSSILLON)

NOR : ASET1250413M

IDCC : 2332

Entre :

L'UNSFSA,

D'une part, et

La CFE-CGC BTP,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

La valeur du point VP est fixée par la CPR à 7,03 € pour l'ensemble des départements, à compter du 1^{er} janvier 2012, pour la durée légale hebdomadaire du travail.

Article 2

Cette valeur de point s'appliquera à chaque coefficient hiérarchique, pour déterminer le salaire brut mensuel minimum pour la durée légale du travail.

Article 3

Aucun salaire ne pourra être inférieur à l'application du Smic.

Article 4

Conformément à l'article 2261-22 du code du travail et à la loi du 23 mars 2006 applicable à compter du 24 mars 2007, aucune différence de rémunération ne peut être justifiée par une différence entre les hommes et les femmes. En conséquence, les signataires s'engagent à mettre tout en œuvre pour réduire toute différence de traitement entre les hommes et les femmes.

Article 5

Le présent accord sera transmis par le président de la commission paritaire régionale, pour notification par le secrétariat du paritarisme, ouvrant le délai d'opposition de 15 jours, et pour dépôt et demande d'extension après expiration de ce délai.

Fait à Montpellier, le 13 décembre 2011.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3062

Convention collective nationale
IDCC : 2332. – ENTREPRISES D'ARCHITECTURE

ACCORD DU 19 JANVIER 2012
RELATIF AUX SALAIRES ET À LA VALEUR DU POINT POUR L'ANNÉE 2012
(LA RÉUNION)

NOR : ASET1250421M
IDCC : 2332

Entre :

Le SDA,

D'une part, et

La FG FO ;

La FNCB SYNATPAU CFDT ;

La CFE-CGC BTP,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

La valeur du point VP est fixée par la CPR à 7,18 € pour l'ensemble de la région, à compter du 1^{er} janvier 2012, pour la durée légale hebdomadaire du travail.

Article 2

Cette valeur de point s'appliquera à chaque coefficient hiérarchique, pour déterminer le salaire brut mensuel minimum pour la durée légale du travail.

Article 3

Aucun salaire ne pourra être inférieur à l'application du Smic.

Article 4

Conformément à l'article 2261-22 du code du travail et à la loi du 23 mars 2006 applicable à compter du 24 mars 2007, aucune différence de rémunération ne peut être justifiée par une différence entre les hommes et les femmes. En conséquence, les signataires s'engagent à mettre tout en œuvre pour réduire toute différence de traitement entre les hommes et les femmes.

Article 5

Le présent accord sera transmis par le président de la commission paritaire régionale, pour notification par le secrétariat du paritarisme, ouvrant le délai d'opposition de 15 jours, et pour dépôt et demande d'extension après expiration de ce délai.

Fait à Paris, le 19 janvier 2012.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3062

Convention collective nationale
IDCC : 2332. – ENTREPRISES D'ARCHITECTURE

ACCORD DU 19 JANVIER 2012
RELATIF AUX SALAIRES ET À LA VALEUR DU POINT POUR L'ANNÉE 2012
(MARTINIQUE)

NOR : ASET1250422M
IDCC : 2332

Entre :

Le SDA,

D'une part, et

La FG FO ;

La FNCB SYNATPAU CFDT ;

La CFE-CGC BTP,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

La valeur du point VP est fixée par la CPR à 7,18 € pour l'ensemble de la région, à compter du 1^{er} janvier 2012, pour la durée légale hebdomadaire du travail.

Article 2

Cette valeur de point s'appliquera à chaque coefficient hiérarchique, pour déterminer le salaire brut mensuel minimum pour la durée légale du travail.

Article 3

Aucun salaire ne pourra être inférieur à l'application du Smic.

Article 4

Conformément à l'article 2261-22 du code du travail et à la loi du 23 mars 2006 applicable à compter du 24 mars 2007, aucune différence de rémunération ne peut être justifiée par une différence entre les hommes et les femmes. En conséquence, les signataires s'engagent à mettre tout en œuvre pour réduire toute différence de traitement entre les hommes et les femmes.

Article 5

Le présent accord sera transmis par le président de la commission paritaire régionale, pour notification par le secrétariat du paritarisme, ouvrant le délai d'opposition de 15 jours, et pour dépôt et demande d'extension après expiration de ce délai.

Fait à Paris, le 19 janvier 2012.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3062

Convention collective nationale
IDCC : 2332. – ENTREPRISES D'ARCHITECTURE

ACCORD DU 19 JANVIER 2012
RELATIF AUX SALAIRES ET À LA VALEUR DU POINT POUR L'ANNÉE 2012
(NORD - PAS-DE-CALAIS)

NOR : ASET1250415M
IDCC : 2332

Entre :

Le SDA,

D'une part, et

La fédération BATIMAT-TP CFTC ;

La FG FO ;

La CFE-CGC BTP ;

La FNCB SYNATPAU CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

La valeur du point (VP) est fixée par la CPR à 7,10 € pour l'ensemble des départements de la région, à compter du 1^{er} janvier 2012, pour la durée légale hebdomadaire du travail.

Article 2

Cette valeur de point s'appliquera à chaque coefficient hiérarchique, pour déterminer le salaire brut mensuel minimum pour la durée légale du travail.

Article 3

Aucun salaire ne pourra être inférieur à l'application du Smic.

Article 4

Conformément à l'article L. 2261-22 du code du travail et à la loi du 23 mars 2006 applicable à compter du 24 mars 2007, aucune différence de rémunération ne peut être justifiée par une différence entre les hommes et les femmes. En conséquence, les signataires s'engagent à mettre tout en œuvre pour réduire toute différence de traitement entre les hommes et les femmes.

Article 5

Le présent accord sera transmis par le président de la commission paritaire régionale, pour notification par le secrétariat du paritarisme, ouvrant le délai d'opposition de 15 jours, et pour dépôt et demande d'extension après expiration de ce délai.

Fait à Paris, le 19 janvier 2012.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3062

Convention collective nationale
IDCC : 2332. – ENTREPRISES D'ARCHITECTURE

ACCORD DU 19 JANVIER 2012
RELATIF AUX SALAIRES ET À LA VALEUR DU POINT POUR L'ANNÉE 2012
(PACA)

NOR : ASET1250417M
IDCC : 2332

Entre :

Le SDA,

D'une part, et

La fédération BATIMAT-TP CFTC ;

La FG FO ;

La CFE-CGC BTP ;

La FNCB SYNATPAU CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

La valeur du point (VP) est fixée par la CPR à 7,18 € pour l'ensemble des départements de la région, à compter du 1^{er} janvier 2012, pour la durée légale hebdomadaire du travail.

Article 2

Cette valeur de point s'appliquera à chaque coefficient hiérarchique, pour déterminer le salaire brut mensuel minimum pour la durée légale du travail.

Article 3

Aucun salaire ne pourra être inférieur à l'application du Smic.

Article 4

Conformément à l'article L. 2261-22 du code du travail et à la loi du 23 mars 2006 applicable à compter du 24 mars 2007, aucune différence de rémunération ne peut être justifiée par une différence entre les hommes et les femmes. En conséquence, les signataires s'engagent à mettre tout en œuvre pour réduire toute différence de traitement entre les hommes et les femmes.

Article 5

Le présent accord sera transmis par le président de la commission paritaire régionale, pour notification par le secrétariat du paritarisme, ouvrant le délai d'opposition de 15 jours, et pour dépôt et demande d'extension après expiration de ce délai.

Fait à Paris, le 19 janvier 2012.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3062

Convention collective nationale
IDCC : 2332. – ENTREPRISES D'ARCHITECTURE

ACCORD DU 9 JANVIER 2012
RELATIF AUX SALAIRES ET À LA VALEUR DU POINT POUR L'ANNÉE 2012
(PAYS DE LA LOIRE)
NOR : ASET1250414M
IDCC : 2332

Entre :

Le SDA ;

L'UNSA,

D'une part, et

La fédération BATIMAT-TP CFTC ;

La FG FO ;

La CFE-CGC BTP,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

La valeur du point (VP) est fixée par la CPR à 7,23 € pour l'ensemble des départements de la région, à compter du 1^{er} janvier 2012, pour la durée légale hebdomadaire du travail.

Article 2

Cette valeur de point s'appliquera à chaque coefficient hiérarchique, pour déterminer le salaire brut mensuel minimum pour la durée légale du travail.

Article 3

Aucun salaire ne pourra être inférieur à l'application du Smic.

Article 4

Conformément à l'article L. 2261-22 du code du travail et à la loi du 23 mars 2006 applicable à compter du 24 mars 2007, aucune différence de rémunération ne peut être justifiée par une différence entre les hommes et les femmes. En conséquence, les signataires s'engagent à mettre tout en œuvre pour réduire toute différence de traitement entre les hommes et les femmes.

Article 5

Le présent accord sera transmis par le président de la commission paritaire régionale, pour notification par le secrétariat du paritarisme, ouvrant le délai d'opposition de 15 jours, et pour dépôt et demande d'extension après expiration de ce délai.

Fait à Nantes, le 9 janvier 2012.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1596. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1597. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 16 JANVIER 2012
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} MARS 2012
(ALSACE)
NOR : ASET1250402M
IDCC : 1596, 1597

Entre :

La CAPEB Alsace ;

La FFB Alsace ;

La fédération Est des SCOP du BTP,

D'une part, et

L'UR CFTC Alsace ;

La FR FO Alsace ;

L'UR CFE-CGC Alsace,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application de l'article 12.8 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'une part, et les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'autre part, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies pour déterminer les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Alsace.

Article 2

Pour la région Alsace, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

- la partie fixe à 314,23 €.
- la valeur du point à 6,39 €.

(En euros.)

CATÉGORIE professionnelle	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL minimal pour 35 heures	TAUX HORAIRE
Niveau I Ouvriers d'exécution :			
– position 1	150 (*)	1 412,45	9,31
– position 2	170 (*)	1 429,31	9,42
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 495,53	9,86
Niveau III Compagnons professionnels :			
– position 1	210	1 655,16	10,91
– position 2	230	1 782,87	11,75
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :			
– position 1	250	1 910,58	12,60
– position 2	270	2 038,28	13,44
(*) Les coefficients 150 et 170 sont déconnectés de la grille et fixés aux valeurs indiquées.			

Article 3

Cet accord entrera en vigueur le 1^{er} mars 2012.

Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail.

Article 5

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord par voie d'arrêté ministériel afin que l'ensemble des ouvriers du bâtiment de la région Alsace puisse bénéficier des dispositions de ce texte.

Fait à Colmar, le 16 janvier 2012.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1596. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1597. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 16 JANVIER 2012
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS
AU 1^{ER} MARS 2012
(ALSACE)
NOR : ASET1250404M
IDCC : 1596, 1597

Entre :

La CAPEB Alsace ;

La FFB Alsace,

D'une part, et

L'UR BATIMAT-TP CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application de l'article 8.18 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'une part, et les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'autre part, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies pour déterminer les indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment de la région Alsace.

Article 2

Pour la région Alsace, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

(En euros.)

ZONE	INDEMNITÉ de repas	INDEMNITÉ de transport	INDEMNITÉ de trajet
1 (0 à 10 km)	8,40	2,23	1,45
2 (10 à 20 km)	8,40	2,97	2,69
3 (20 à 30 km)	8,40	4,06	3,65
4 (30 à 40 km)	8,40	5,56	5,00
5 (40 à 50 km)	8,40	6,75	6,08

Article 3

Cet accord entrera en vigueur le 1^{er} mars 2012.

Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail.

Article 5

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord par voie d'arrêté ministériel afin que l'ensemble des ouvriers du bâtiment de la région Alsace puisse bénéficier des dispositions de ce texte.

Fait à Colmar, le 16 janvier 2012.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3002

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 2609. – ETAM

ACCORD DU 16 JANVIER 2012
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} MARS 2012
(ALSACE)

NOR : ASET1250406M
IDCC : 2609

Entre :

La CAPEB Alsace ;

La FFB Alsace ;

La fédération Est des SCOP du BTP,

D'une part, et

L'UR BATIMAT-TP CFTC

L'UR CFE-CGC Alsace ;

L'UR FO BTP Alsace,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application du titre III de la convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment du 12 juillet 2006 étendue par arrêté ministériel du 5 juin 2007, et de l'accord collectif national du 26 septembre 2007 relatif à la classification des emplois des ETAM du bâtiment, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont trouvé un accord sur le barème de salaires minimaux des ETAM du bâtiment de la région Alsace.

Pour les entreprises dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des ETAM du bâtiment de la région Alsace est fixé comme suit :

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE MINIMAL MENSUEL
A	1 443,88
B	1 550,83
C	1 657,80

NIVEAU	SALAIRE MINIMAL MENSUEL
D	1 764,75
E	1 895,00
F	2 224,03
G	2 459,95
H	2 620,38

Article 2

Cet accord entrera en vigueur le 1^{er} mars 2012.

Article 3

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail.

Article 4

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord par voie d'arrêté ministériel afin que l'ensemble des ETAM du bâtiment de la région Alsace puisse bénéficier des dispositions de ce texte.

Fait à Colmar, le 16 janvier 2012.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1596. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1597. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 16 JANVIER 2012
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} JANVIER 2012
(RHÔNE-ALPES)
NOR : ASET1250396M
IDCC : 1596, 1597

La commission paritaire régionale s'est réunie les 16 décembre 2011 et 16 janvier 2012 pour négocier les salaires minimaux des ouvriers des entreprises de bâtiment de la région Rhône-Alpes.

En ce qui concerne les ouvriers, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

*Salaires minimaux des ouvriers employés
dans les entreprises occupant jusqu'à 10 salariés et plus de 10 salariés*

Les valeurs du point et de la partie fixe servant à calculer les appointements minimaux des ouvriers du bâtiment des entreprises occupant jusqu'à 10 salariés et plus de 10 salariés des huit départements de la région Rhône-Alpes sont fixées comme suit :

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012 :

- point : 7,65 € ;
- partie fixe : 150 €.

Les barèmes joints en annexe correspondent aux appointements minimaux des ouvriers pour un horaire mensuel de 151,67 heures.

Article 2

Cas particulier du niveau I, position 1

Par dérogation aux stipulations de l'article 1^{er}, la valeur de la partie fixe applicable aux salariés classés au niveau I, position 1, coefficient 150, et pour cette seule position, est de 258 €.

Article 3

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration à la direction départementale du travail et de l'emploi où il aura été déposé. Elle devra également en aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations signataires.

Article 4

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail (DGT), dépôt des accords collectifs, à Paris 15^e, et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Lyon.

Article 5

Les signataires demanderont l'extension de cet accord au titre du ministère du travail, de l'emploi et de la santé.

Fait à Villeurbanne, le 16 janvier 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

FFB Rhône-Alpes ;
SCOP BTP Rhône-Alpes ;
CAPEB Rhône-Alpes.

Syndicat de salariés :

FO BTP Rhône-Alpes.

ANNEXE

Barème des appointements minimaux des ouvriers du bâtiment

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012 :

– partie fixe : 150 € ;

– valeur du point : 7,65 €.

(En euros.)

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL pour 151,67 heures
Niveau I		
Ouvriers d'exécution :		
– position 1	150	1 405,50 (*)
– position 2	170	1 450,50
Niveau II		
Ouvriers professionnels	185	1 565,25
Niveau III		
Compagnons professionnels :		
– position 1	210	1 756,50
– position 2	230	1 909,50
Niveau IV		
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :		
– position 1	250	2 062,50
– position 2	270	2 215,50
(*) Partie fixe de 258 €. Aucune rémunération ne peut être inférieure au Smic.		

Brochure n° 3002

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 2609. – ETAM

ACCORD DU 16 JANVIER 2012
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} JANVIER 2012
(RHÔNE-ALPES)
NOR : ASET1250398M
IDCC : 2609

Entre :

La FFB Rhône-Alpes ;

La fédération Rhône-Alpes des SCOP du BTP ;

L'UR CAPEB Rhône-Alpes,

D'une part, et

La CFE-CGC BTP Rhône-Alpes ;

La CGT-FO BTP Rhône-Alpes,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application du titre III de la convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment du 12 juillet 2006, étendue par arrêté ministériel du 5 juin 2007, et de l'accord collectif national du 26 septembre 2007 relatif à la classification des emplois des ETAM du bâtiment, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies les 16 décembre 2011 et 16 janvier 2012 et ont trouvé un accord sur le barème de salaires minimaux des ETAM du bâtiment de la région Rhône-Alpes.

Pour les entreprises dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des ETAM du bâtiment de la région Rhône-Alpes est fixé comme suit à compter du 1^{er} janvier 2012 :

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE MINIMAL
A	1 444
B	1 528
C	1 641

NIVEAU	SALAIRE MINIMAL
D	1 757
E	1 964
F	2 252
G	2 478
H	2 770

Article 2

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail (DGT), dépôt des accords collectifs, à Paris 15^e, et un exemplaire sera remis au secrétariat greffe du conseil de prud'hommes de Lyon.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail, de l'emploi et de la santé.

Fait à Villeurbanne, le 16 janvier 2012.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3117

Convention collective nationale
IDCC : 843. – BOULANGERIE-PÂTISSERIE
(Entreprises artisanales)

AVENANT N° 11 DU 19 JANVIER 2012
À L'ACCORD N° 83 RELATIF AUX FRAIS DE SANTÉ
NOR : ASET1250400M
IDCC : 843

PRÉAMBULE

Le présent avenant a pour effet de modifier partiellement et compléter l'avenant n° 83 de la convention collective nationale des entreprises artisanales de la boulangerie et boulangerie-pâtisserie artisanales.

Article 1^{er}

Objet

L'article 5, alinéa 1, de l'avenant n° 83 est modifié comme suit :

« La cotisation du régime "remboursement complémentaire de frais de soins de santé" est exprimée en pourcentage du plafond mensuel de la sécurité sociale (PMSS). Elle est fixée à 1,40 % du PMSS pour les salariés relevant du régime général et à 0,98 % pour les salariés relevant du régime Alsace-Moselle.

Pour l'année 2012, la cotisation mensuelle sera appelée à :

- 1,36 % du PMSS pour les salariés relevant du régime général ;
- 0,94 % pour les salariés relevant du régime Alsace-Moselle.

(Valeur du PMSS au 1^{er} janvier 2012 : 3 031 €.) »

Les autres paragraphes restent inchangés.

Article 2

Date d'effet

Le présent avenant prend effet le 1^{er} janvier 2012.

Article 3

Dépôt et extension

Le présent avenant, établi en vertu des articles L. 2221-2 et suivants du code du travail, est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les parties signataires conviennent de demander au ministère du travail, de l'emploi et de la santé l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 19 janvier 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

CNBF.

Syndicats de salariés :

FGTA FO ;

CSFV CFTC ;

FNAA CFE-CGC ;

FGA CFDT ;

FNAF CGT.

Brochure n° 3117

Convention collective nationale
IDCC : 843. – BOULANGERIE-PÂTISSERIE
(Entreprises artisanales)

AVENANT N° 101 DU 11 JANVIER 2012
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX POUR L'ANNÉE 2012

NOR : ASET1250399M
IDCC : 843

PRÉAMBULE

Dans le prolongement de la loi du 9 mai 2001 relative à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes et de l'accord interprofessionnel du 1^{er} mars 2004 relatif à la mixité et à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes et de la loi n° 2006-340 du 23 mars 2006 relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes visant à supprimer les écarts de rémunération entre les hommes et les femmes, les partenaires sociaux de la branche ont engagé des négociations en 2010.

Afin que ces négociations reposent sur des données objectives, les partenaires sociaux de la branche ont confié, à l'observatoire des métiers de l'emploi et de la formation des entreprises de boulangerie-pâtisserie, le suivi des travaux d'actualisation du rapport de branche afin qu'un diagnostic basé notamment sur la situation de l'égalité salariale entre les hommes et les femmes soit réalisé au sein de la profession.

Ce diagnostic ayant été réalisé, les partenaires sociaux, après en avoir pris connaissance, ont engagé des négociations les 6 novembre 2011 et 6 janvier 2012 et un projet d'avenant à la convention collective nationale est en cours de discussion.

Article 1^{er}

Le salaire horaire minimum professionnel défini par l'article 10 de la convention collective nationale est fixé ainsi qu'il suit à partir du 1^{er} janvier 2012 :

1. Pour les coefficients 155 à 180 :
 - la valeur monétaire du point est fixée à 0,018 € ;
 - la valeur monétaire de la constante est fixée à 6,54 €.
2. Pour les coefficients 185 à 240 :
 - la valeur monétaire du point est fixée à 0,018 € ;
 - la valeur monétaire de la constante est fixée à 6,62 €.

(Il est rappelé que : salaire horaire = valeur monétaire du point × coefficient hiérarchique + constante monétaire).

Article 2

Il résulte des dispositions de l'article 1^{er} du présent avenant que le salaire horaire minimum professionnel est à partir du 1^{er} janvier 2012 :

a) Pour le personnel de fabrication

(En euros.)

COEFFICIENT	TAUX HORAIRE
155	9,33
160	9,42
170	9,60
175	9,69
185	9,95
190	10,04
195	10,13
240	10,94

b) Pour le personnel de vente

(En euros.)

COEFFICIENT	TAUX HORAIRE
155	9,33
160	9,42
165	9,51
170	9,60
175	9,69
180	9,78
185	9,95
190	10,04

c) Pour le personnel de services

(En euros.)

COEFFICIENT	TAUX HORAIRE
155	9,33
160	9,42
170	9,60

Article 3

Les parties signataires conviennent de demander au ministère du travail, de l'emploi et de la santé l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 11 janvier 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

CNBF.

Syndicats de salariés :

CFE-CGC ;

FGTA FO ;

CSFV CFTC ;

FGA CFDT.

Brochure n° 3163

Convention collective nationale
IDCC : 1580. – INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE
ET DES ARTICLES CHAUSANTS

ACCORD DU 12 JANVIER 2012
RELATIF AUX SALAIRES ET AUX PRIMES POUR L'ANNÉE 2012
(PAYS DE LA LOIRE)
NOR : ASET1250425M
IDCC : 1580

S'accordant à souhaiter privilégier les négociations régionales des évolutions de salaires réels, sans préjudice de l'application des dispositions prévues aux articles L. 2253-4, L. 2242-2, L. 2243-3 du code du travail, à l'issue d'une commission paritaire qui s'est tenue le 12 janvier 2012, réunissant le groupement régional de la chaussure des Pays de la Loire, la CFTC, la CFDT et la CFE-GGC, il a été conclu l'accord ci-après, valable pour une période de 12 mois, à compter du 1^{er} janvier 2012 :

Article 1^{er}

A partir du 1^{er} janvier 2012, les salaires réels des ouvriers et des ETAM seront majorés de 2 % (deux pour cent). Cette augmentation sera versée en une seule fois.

Les bases ou autres éléments pour le calcul de la rémunération aux pièces, aux points, à la prime ou au rendement seront majorés du même taux.

Compte tenu que la revalorisation de la rémunération des salariés percevant le Smic obéit à une réglementation nationale spécifique, la majoration prévue ci-dessus ne s'appliquera pas à cette catégorie de salariés.

La rémunération horaire, figurant en valeur absolue et sur laquelle les éléments variables de rémunération ne s'appliquent pas, sera portée à 1,20 € (un euro et vingt cents) ou à 1,31 € (un euro et trente et un cents) selon que l'entreprise a procédé ou non à l'article 2 de l'accord régional du 22 janvier 1982.

Les entreprises dans lesquelles la revalorisation des salaires réels des ouvriers et des ETAM a été, en 2011, supérieure à 1,7 % ne seront pas tenues d'appliquer la majoration précitée de 2 % si le cumul des revalorisations de salaire décidées par ces entreprises pour 2011 et 2012 est au moins égal au cumul des revalorisations arrêtées par les parties soussignées pour ces mêmes années.

Article 2

La prime annuelle pour l'année 2012 reste fixée à 820 € (huit cent vingt euros).

Elle devra être versée par moitié au départ en congés et en fin d'année selon les modalités fixées par l'avenant n° 37 de la convention collective nationale de l'industrie de la chaussure, signé le 19 avril 1978 et par l'accord régional du 27 juin 1980, complété par son avenant du 19 janvier 1989.

Article 3

Le présent accord sera déposé à la direction des relations du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15.

Article 4

Il sera procédé à une demande d'extension de la présente convention pour application à toutes les entreprises et à tous les salariés de l'industrie de la chaussure de Maine-et-Loire, de la Mayenne, de la Vendée, de la Loire-Atlantique, des arrondissements de Bressuire et de Parthenay dans les Deux-Sèvres.

L'intention des parties signataires est que l'application de cet accord se fasse avec effet rétroactif à partir de sa parution au *Journal officiel*, pour les salariés des entreprises non adhérentes comprises dans le champ d'application du présent article, dès le 1^{er} janvier 2012.

La demande sera déposée à la direction des relations du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15.

Fait à Cholet, le 12 janvier 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

GIC Pays de la Loire.

Syndicats de salariés :

CFDT ;

CFE-CGC.

Brochure n° 3058

Convention collective nationale
IDCC : 207. – INDUSTRIE DES CUIRS ET PEAUX

AVENANT N° 60 S DU 18 JANVIER 2012
RELATIF AUX SALAIRES ET À LA VALEUR DU POINT POUR L'ANNÉE 2012

NOR : ASET1250438M

IDCC : 207

Comme suite à la réunion paritaire nationale cuirs et peaux, qui s'est tenue le mercredi 18 janvier 2012, au 122, rue de Provence, 75008 Paris, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Salaires

Concernant le personnel ouvriers rémunéré à l'heure, les salaires minima nationaux professionnels sont fixés ainsi au 1^{er} janvier 2012 :

(En euros.)

CATÉGORIE	COEFFICIENT	TAUX HORAIRE	SALAIRE BRUT mensualisé
OS1	135	9,27	1 405,98
OS2	143	9,40	1 425,70
OQ	155	9,76	1 480,30
OHQ	170	10,46	1 586,47

Les salaires bruts mensualisés ont été calculés sur une base de 151,67 heures pour 35 heures hebdomadaires effectivement travaillées.

Article 2

Appointements

Concernant les personnels employés, techniciens et agents de maîtrise et cadres, le point mensuel est fixé à 8,40 €, à compter du 1^{er} janvier 2012.

Les appointements bruts mensuels minima, base 35 heures par semaine, de ces trois catégories de salariés sont calculés en multipliant la valeur du point par le coefficient affecté aux emplois occupés par ces salariés.

Article 3

Article 13, alinéa F, de la convention collective nationale industrie des cuirs et peaux :

« La présente convention ne déterminant que des barèmes de salaires minima, la fixation des salaires réels fait l'objet d'accord par entreprise ou par localité. »

Article 4

Egalité salariale

Les partenaires sociaux de l'industrie des cuirs et peaux rappellent le principe selon lequel, dans chaque entreprise, tout employeur est tenu d'assurer, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes et que les disparités de rémunération ne peuvent pas, pour un même emploi, être fondées exclusivement sur l'appartenance des salariés à l'un ou l'autre sexe.

Fait à Paris, le 18 janvier 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

FFTM.

Syndicats de salariés :

FS CFDT ;

FC FO ;

FTHC CGT ;

FNAA CFE-CGC ;

FCMTE CFTC.

Brochure n° 3288

Convention collective nationale
IDCC : 1944. – PERSONNEL NAVIGANT ET TECHNIQUE
DES EXPLOITANTS D'HÉLICOPTÈRES

AVENANT N° 16 DU 16 JANVIER 2012
RELATIF AUX SALAIRES ET AUX PRIMES AU 1^{ER} DÉCEMBRE 2011 ET AU 1^{ER} JANVIER 2012
NOR : ASET1250424M
IDCC : 1944

Article 1^{er}

Objet et date d'application

Le présent avenant porte sur la mise à jour de la grille des salaires de la convention collective nationale du personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères, pour les années 2011 et 2012.

Article 2

Salaires à compter du 1^{er} décembre 2011

Les parties sont convenues de fixer les valeurs figurant à l'article 14.B de l'annexe I de la convention collective nationale, comme indiqué ci-après, à compter du 1^{er} décembre 2011.

(En euros.)

FONCTION EXERCÉE dans l'entreprise	PPH CPL(H)	PPH IFR CPL(H) IR	PLH ATPL(H)
Salaire brut de base sans ancienneté	2 868	3 498	4 474
Salaire brut de base avec application de la clause d'ancienneté définie dans la convention pour :			
2 ans	2 925	3 568	4 563
3 ans	2 954	3 604	4 608
4 ans	2 982	3 638	4 652
5 ans	3 012	3 673	4 697
6 ans	3 040	3 708	4 742
7 ans	3 069	3 743	4 787
8 ans	3 097	3 778	4 832
9 ans	3 126	3 813	4 876
10 ans	3 155	3 847	4 921
11 ans	3 183	3 883	4 965

FONCTION EXERCÉE dans l'entreprise	PPH CPL(H)	PPH IFR CPL(H) IR	PLH ATPL(H)
12 ans	3 212	3 918	5 010
13 ans	3 240	3 953	5 055
14 ans	3 269	3 988	5 100
15 ans	3 299	4 023	5 145

(En euros.)

PILOTES AGRICOLES	
Pour 330 heures de vol par an	2 261
Prime horaire de vol entre 330 et 500 heures de vol	57

Abattement de 20 % et d'une durée maximale de 18 mois pour les pilotes ayant moins de 1 200 heures de vol (dont 50 % faites sur hélicoptère).

Article 3

Primes résultant de l'annexe II à compter du 1^{er} décembre 2011

Il résulte de l'application de l'annexe II du 18 juillet 2003 à la convention collective nationale du personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères, étendue par l'arrêté du 26 décembre 2003, que les aspects de la rémunération mentionnés à l'article 14 de cette annexe sont modifiés comme suit :

« Une prime brute mensuelle (au prorata de la période d'emploi correspondant aux activités) en contrepartie des spécificités et contraintes qui résultent de cette annexe II, notamment les services de nuit, est établie :

- dans le cas des activités définies aux articles 3.1 et 3.2 de l'annexe II, à un montant mensuel de 416.24 € ;
- dans le cas des activités définies à l'article 3.3 de l'annexe II, à un montant mensuel de 457.86 €. »

Article 4

Salaires à compter du 1^{er} janvier 2012

Les parties sont convenues de fixer les valeurs figurant à l'article 14.B de l'annexe I de la convention collective nationale, comme indiqué ci-après, à compter du 1^{er} janvier 2012.

(En euros.)

FONCTION EXERCÉE DANS L'ENTREPRISE	PPH CPL(H)	PPH IFR CPL(H) IR	PLH ATPL(H)
Salaire brut de base sans ancienneté	2 897	3 533	4 518
Salaire brut de base avec application de la clause d'ancienneté définie dans la convention pour :			
2 ans	2 954	3 604	4 609
3 ans	2 984	3 640	4 654
4 ans	3 012	3 674	4 699
5 ans	3 042	3 710	4 744
6 ans	3 070	3 745	4 789
7 ans	3 099	3 780	4 835

FONCTION EXERCÉE DANS L'ENTREPRISE	PPH CPL(H)	PPH IFR CPL(H) IR	PLH ATPL(H)
8 ans	3 128	3 816	4 880
9 ans	3 157	3 851	4 925
10 ans	3 187	3 886	4 970
11 ans	3 215	3 921	5 015
12 ans	3 244	3 957	5 061
13 ans	3 273	3 992	5 105
14 ans	3 302	4 028	5 151
15 ans	3 331	4 063	5 196

(En euros.)

PILOTES AGRICOLES	
Pour 330 heures de vol par an	2 283
Prime horaire de vol entre 330 et 500 heures de vol	58

Abattement de 20 % et d'une durée maximale de 18 mois pour les pilotes ayant moins de 1 200 heures de vol (dont 50 % faites sur hélicoptère).

Article 5

Primes résultant de l'annexe II à compter du 1^{er} janvier 2012

Il résulte de l'application de l'annexe II du 18 juillet 2003 à la convention collective nationale du personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères, étendue par l'arrêté du 26 décembre 2003, que les aspects de la rémunération mentionnés à l'article 14 de cette annexe sont modifiés comme suit :

« Une prime brute mensuelle (au prorata de la période d'emploi correspondant aux activités) en contrepartie des spécificités et contraintes qui résultent de cette annexe II, notamment les services de nuit, est établie :

- dans le cas des activités définies aux articles 3.1 et 3.2 de l'annexe II, à un montant mensuel de 420,40 € ;
- dans le cas des activités définies à l'article 3.3 de l'annexe II, à un montant mensuel de 462,44 €. »

Article 6

Clause de revoyure

Les parties conviennent de se réunir en juillet 2012 pour étudier l'opportunité de compléter le présent avenant, au regard de l'évolution du pouvoir d'achat sur l'année 2012.

Article 7

Durée. – Révision. – Dénonciation

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Chaque signataire peut en demander la révision, conformément aux dispositions du code du travail, ou peut le dénoncer dans les conditions et délais prévus au code du travail.

Article 8

Organisation du droit d'opposition

Les organisations syndicales de salariés représentatives dans le champ du présent avenant disposent d'un délai de 15 jours pour exercer leur droit d'opposition dans les conditions prévues par la législation et la jurisprudence, à compter de la notification de l'avenant conformément aux dispositions du code du travail.

Article 9

Formalité de dépôt et d'extension

Dès lors qu'il n'aurait pas fait l'objet d'une opposition régulièrement exercée par la majorité des organisations syndicales, le présent avenant fera l'objet d'un dépôt dans les conditions prévues par le code du travail et d'une demande d'extension dans les conditions fixées audit code.

Fait à Paris, le 16 janvier 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

SNEH.

Syndicats de salariés :

SNPL ;

FNST CGT ;

FEETS FO.

Convention collective départementale

**IDCC : 1274. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES
(Corrèze)
(30 septembre 1983)**

(Etendue par arrêté du 27 août 1984,
Journal officiel du 5 septembre 1984)

AVENANT N° 69 DU 17 FÉVRIER 2012

**RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS ANNUELLES GARANTIES, AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES
HIÉRARCHIQUES ET AUX PRIMES POUR L'ANNÉE 2012**

NOR : ASET1250431M

IDCC : 1274

Entre :

L'UIMM Corrèze,

D'une part, et

La CGT ;

La CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Rémunérations annuelles garanties
applicables à compter du 1^{er} janvier 2012**

Conformément aux dispositions de l'article 14 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective, les partenaires sociaux conviennent de l'application du barème ci-dessous à compter du 1^{er} janvier 2012.

Les rémunérations annuelles garanties étant fixées pour la durée légale du travail, leurs montants devront être adaptés en fonction de l'horaire de travail effectif du salarié et supporter, le cas échéant, les majorations légales pour heures supplémentaires.

Les valeurs prévues par le barème ci-dessous seront applicables pro rata temporis en cas de survenance en cours d'année d'une entrée en fonction, d'un changement de classement ou de catégorie, d'une suspension du contrat de travail, d'un départ de l'entreprise.

Rémunérations annuelles garanties

Barème établi pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RAG
I	1	140	16 781
	2	145	16 827
	3	155	16 900
II	1	170	17 111
	2	180	17 208
	3	190	17 297
III	1	215	17 522
	2	225	17 631
	3	240	17 935
IV	1	255	18 504
	2	270	19 183
	3	285	19 825
V	1	305	21 655
	2	335	23 687
	3	365	25 741
	4	395	28 032

Ces rémunérations annuelles garanties s'entendent prime conventionnelle de vacances et prime conventionnelle de fin d'année exclues.

La rémunération minimale hiérarchique (art. 14 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective) sert de base pour le calcul de la prime d'ancienneté.

Les barèmes de rémunérations minimales hiérarchiques sont obtenus en multipliant les coefficients hiérarchiques par la valeur du point.

La valeur du point, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures est fixée à 5 € à compter du 1^{er} mars 2012.

Rémunérations minimales hiérarchiques

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEF.	ADMINISTRATIFS et techniciens	OUVRIERS + 5 %		AM D'ATELIER + 7 %
I	1	140	700	O1	735,00	
	2	145	725	O2	761,25	
	3	155	775	O3	813,75	
II	1	170	850	P1	892,50	
	2	180	900			
	3	190	950	P2	997,50	

NIVEAU	ÉCHELON	COEF.	ADMINISTRATIFS et techniciens	OUVRIERS + 5 %		AM D'ATELIER + 7 %	
III	1	215	1 075	P3	1 128,75	AM1	1 150,25
	2	225	1 125				
	3	240	1 200	TA1	1 260,00	AM2	1 284,00
IV	1	255	1 275	TA2	1 338,75	AM3	1 364,25
	2	270	1 350	TA3	1 417,50		
	3	285	1 425	TA4	1 496,25	AM4	1 524,75
V	1	305	1 525			AM5	1 631,75
	2	335	1 675			AM6	1 792,25
	3	365	1 825			AM7	1 952,75
	4	395	1 975				2 113,25

Indemnités de panier (art. 21 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective) à compter du 1^{er} mars 2012 :

- prime de panier de jour : 4,41 € ;
- prime de panier de nuit : 5,35 €.

Prime de vacances (art. 27 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective) : 160 €.

Pour rappel : la prime de fin d'année est fixée à 280 € (art. 28 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective).

Formalités de dépôt

Conformément à l'article L. 2231-5 du code du travail, le présent avenant est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives et sera déposé dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, L. 2231-7, D. 2231-2, D. 2231-3 et D. 2231-7 du code du travail. Les parties signataires conviennent de procéder aux formalités tendant à l'extension du présent avenant.

Fait à Brive, le 17 février 2012.

(Suivent les signatures.)

Convention collective départementale
IDCC : 1369. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,
ÉLECTRIQUES, ÉLECTRONIQUES ET CONNEXES
(Loire-Atlantique)
(29 avril 1985)

(Bulletin officiel n°1986-50 bis)
(Etendue par arrêté du 29 mai 1987,
Journal officiel du 5 juillet 1987)

ACCORD DU 9 FÉVRIER 2012
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES AU 1^{ER} MARS 2012

NOR : ASET1250429M
IDCC : 1369

Entre :

L'UIMM Loire-Atlantique,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFE-CGC ;

L'USM FO ;

La CFTC métaux 44,

D'autre part,

il a été décidé de fixer dans les conditions ci-après les valeurs des rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) prévues par l'article 18 de l'avenant «Mensuels» de la convention collective de la métallurgie de Loire-Atlantique.

Article 1^{er}

Rémunérations minimales hiérarchiques

Valeur du point au 1^{er} mars 2012

Les parties soussignées conviennent de fixer comme suit la valeur du point applicable aux coefficients figurant dans la classification définie à l'annexe I de la convention collective de la métallurgie de Loire-Atlantique.

La valeur du point, base 151,67 heures pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, est fixée à 5,17 € à compter du 1^{er} mars 2012.

Barème au 1^{er} mars 2012

L'application de la valeur du point ainsi fixée conduit à la mise en place des rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) données dans le tableau ci-après.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT		RMH
I	1	140	1	723,80
	2	145	2	749,65
	3	155	3	801,35
II	1	170	4	878,90
	2	180	5	930,60
	3	190	6	982,30
III	1	215	7	1 111,55
	2	225	8	1 163,25
	3	240	9	1 240,80
IV	1	255	10	1 318,35
	2	270	11	1 395,90
	3	285	12	1 473,45
V	1	305	13	1 576,85
	2	335	14	1 731,95
	3	365	15	1 887,05
	3	395	16	2 042,15

En application de l'article 8, paragraphe 5, de l'avenant relatif à certaines catégories de mensuels qui reprend les termes du protocole d'accord national du 30 janvier 1980 modifiant le protocole d'accord national du 13 septembre 1974, les agents de maîtrise d'atelier bénéficient d'une majoration de 7 % de celles des rémunérations minimales hiérarchiques du barème ci-dessus qui leur sont applicables.

En application de l'article 18, partie A, paragraphe 5, de l'avenant « Mensuels » qui reprend les termes de l'article 4 de l'accord national du 30 janvier 1980 relatif à des garanties applicables aux ouvriers, ces derniers bénéficient d'une majoration de 5 % de celles des rémunérations minimales hiérarchiques du barème ci-dessus qui leur sont applicables.

Article 2

Enregistrement et dépôt

Le présent accord est établi en nombre suffisant d'exemplaires originaux pour être remis à chacune des parties contractantes et pour le dépôt auprès du ministère du travail ainsi qu'aux secrétariats-greffes des conseils de prud'hommes de Nantes et de Saint-Nazaire, conformément aux dispositions de l'article D. 2231-2 du code du travail.

Fait à Saint-Herblain, le 9 février 2012.

(Suivent les signatures.)

Convention collective départementale

**IDCC : 1369. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,
ÉLECTRIQUES, ÉLECTRONIQUES ET CONNEXES
(Loire-Atlantique)
(29 avril 1985)**

(Bulletin officiel n°1986-50 bis)
(Etendue par arrêté du 29 mai 1987,
Journal officiel du 5 juillet 1987)

**ACCORD DU 29 FÉVRIER 2012
RELATIF AUX TAUX EFFECTIFS GARANTIS ANNUELS POUR L'ANNÉE 2012**

NOR : ASET1250430M

IDCC : 1369

Entre :

L'UIMM Loire-Atlantique,

D'une part, et

La CFE-CGC ;

L'USM FO ;

La CFTC métaux 44,

D'autre part,

il a été décidé de fixer dans les conditions ci-après les appointements minimaux garantis prévus par l'article 18 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective de la métallurgie de Loire-Atlantique.

Article 1^{er}

*Taux effectifs garantis annuels du personnel non cadre
à partir de l'année 2012*

Les parties conviennent de fixer comme suit le barème des taux effectifs (TEG) annuels à partir de l'année 2012, tels que définis dans la convention collective de la métallurgie de Loire-Atlantique à l'article 18, partie B de l'avenant « Mensuels », pour un horaire hebdomadaire effectif de 35 heures, soit 151,67 heures mensuelles.

Les TEG doivent être adaptés à la durée du travail effectif à laquelle sont soumis les personnels visés.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT		TEG ANNUEL
I	1	140	1	16 902
	2	145	2	16 907
	3	155	3	16 920
II	1	170	4	17 037
	2	180	5	17 096
	3	190	6	17 263
III	1	215	7	17 810
	2	225	8	18 118
	3	240	9	18 733
IV	1	255	10	19 411
	2	270	11	20 278
	3	285	12	21 345
V	1	305	13	22 939
	2	335	14	25 507
	3	365	15	28 344
	3	395	16	31 057

Conformément à l'article 18, partie B, paragraphe 10 de l'avenant « Mensuels », les TEG ci-dessus seront majorés de 3 % pour les ouvriers et de 5 % pour les agents de maîtrise d'atelier.

Toutes dispositions seront prises en cours d'année par les entreprises pour que, lors de la comparaison faite en fin d'année en application de l'article 18, partie B, paragraphe 7 de l'avenant « Mensuels », l'éventuel complément à verser au salarié ne soit pas supérieur à 2,5 % du TEG correspondant à sa classification.

Article 2

Enregistrement et dépôt

Le présent accord est établi en nombre suffisant d'exemplaires originaux pour être remis à chacune des parties contractantes et pour le dépôt auprès du ministère du travail ainsi qu'aux secrétariats-greffes des conseils de prud'hommes de Nantes et de Saint-Nazaire, conformément aux dispositions de l'article D. 2231-2 du code du travail.

Fait à Saint-Herblain, le 29 février 2012.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3278

Convention collective nationale
IDCC : 1734. – **ARTISTES-INTERPRÈTES**
(Engagés pour des émissions de télévision)

ACCORD DU 1^{ER} JANVIER 2012
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS BRUTES MINIMALES AU 1^{ER} JANVIER 2012
NOR : ASET1250437M
IDCC : 1734

Entre :
L'AFPF ;
L'USPA,

D'une part, et
Le SIA UNSA ;
Le SFA CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Barèmes de rémunération au 1^{er} janvier 2012

*Artistes dramatiques, lyriques et des chœurs, chorégraphiques, de variétés
(y compris chansonniers) cascadeurs et marionnettistes*

Rémunérations brutes minimales applicables aux productions
dont la première journée de travail d'artistes a lieu à compter du 1^{er} janvier 2012

(En euros.)

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	SALAIRE journalier
I. – Emissions dramatiques (art. 5.14.1)	
– journée répétition ou enregistrement	255,82
– journée unique	269,76
II. – Emissions de variétés (art. 5.14.2)	
Répétitions effectuées en dehors de la journée d'enregistrement :	
– répétition d'une durée inférieure ou égale à 4 heures	163,54
– répétition d'une durée supérieure à 4 heures	255,82
Enregistrement	370,87

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	SALAIRE journalier
III. – Emissions lyriques (art. 5.14.3) Répétition ou enregistrement : – soliste – artistes des chœurs Préparation ou déchiffage (3 heures maximum) : – soliste – artistes des chœurs	 382,85 255,82 146,79 98,09
IV. – Emissions chorégraphiques (art. 5.14.4) Répétition ou enregistrement (6 heures de travail effectif au maximum) : – soliste – corps de ballet	 382,85 255,82
V. – Reportages en direct ou en différé d'extraits de spectacles (art. 6.2) Reportage effectué dans les conditions de l'article 6.2.1.b) (pas de gré à gré)	 65,14
VI. – Prestations destinées à l'actualité (art. 6.3) – prestations effectuées dans les conditions de l'article 6.3.1 (pas de gré à gré)	 150,50
VII. – Indemnités de costumes 1. Indemnités visées à l'article 5.13.1 Engagement pour une journée unique : – tenue de ville – tenue de soirée Engagement pour plusieurs jours : – tenue de ville – tenue de soirée 2. Indemnités visées à l'article 5.13.2 – homme : pourpoint – femme : – tutu court – tutu romantique – chaussons	 16,22 26,63 12,89 21,92 12,89 21,92 4,95

Fait à Paris, le 1^{er} janvier 2012.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3131

Convention collective nationale

IDCC : 1404. – **ENTREPRISES DE COMMERCE, DE LOCATION
ET DE RÉPARATION DE TRACTEURS,
MACHINES ET MATÉRIELS AGRICOLES,
DE MATÉRIELS DE TRAVAUX PUBLICS,
DE BÂTIMENT ET DE MANUTENTION,
DE MATÉRIELS DE MOTOCULTURE DE PLAISANCE,
DE JARDINS ET D'ESPACES VERTS**

AVENANT N° 85 DU 24 JANVIER 2012

RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR L'ANNÉE 2012

NOR : ASET1250427M

IDCC : 1404

Entre :

Le SEDIMA ;

Le DLR ;

La FNAR ;

Le SMJ,

D'une part, et

La CSNVA ;

La FM CFE-CGC ;

La FGMM CFDT ;

La FNSM CFTC ;

La FCM FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

I. – Salaires minima conventionnels mensuels garantis
applicables au 1^{er} février 2012

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM MENSUEL (151,67 heures par mois)
150	1 399,00
160	1 419,37
170	1 421,26

COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM MENSUEL (151,67 heures par mois)
180	1 427,56
195	1 458,57
215	1 501,44
225	1 537,58
245	1 618,75
260	1 653,14
275	1 708,36
295	1 806,10
315	1 898,79
340	2 033,18
365	2 162,19
410	2 375,73
450	2 585,28
500	2 836,54
600	3 345,58
700	3 879,96
800	4 357,91

Par ailleurs, en application de l'article L. 2241-9 du code du travail, il est rappelé qu'un accord relatif à la définition et à la programmation des mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes a été signé le 8 mars 2011 (étendu par arrêté du 11 janvier 2012, *Journal officiel* du 18 janvier 2012).

II. – Champ d'application de l'accord

Le champ d'application professionnel, personnel et géographique du présent avenant est celui prévu par l'article 1^{er} du chapitre I^{er} de la convention collective nationale.

III. – Dispositions finales

Le présent avenant a un caractère impératif.

Il est conclu conformément aux dispositions législatives et réglementaires du code du travail relatives à la nature et à la validité des conventions et accords collectifs. Dans les conditions prévues par ces mêmes dispositions, le présent avenant a été fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour être notifié à chacune des organisations représentatives.

Le présent avenant est déposé au ministère du travail ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Paris.

Les parties signataires demandent l'extension la plus rapide possible du présent avenant au ministre en charge du travail.

Fait à Paris, le 24 janvier 2012.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3005-II

Convention collective nationale
IDCC : 1702. – TRAVAUX PUBLICS
(Tome II : Ouvriers)

ACCORD DU 25 JANVIER 2012
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR L'ANNÉE 2012
(BOURGOGNE)

NOR : ASET1250432M
IDCC : 1702

Suite à la réunion paritaire du 25 janvier 2012, et en application de l'avenant n° 2 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des ouvriers de travaux publics du 15 décembre 1992, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Pour 2012, les valeurs des minima annuels sur la base de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année des positions de la classification des ouvriers des travaux publics, comme indiqué à l'avenant n° 2 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des ouvriers du 15 décembre 1992, sont les suivantes :

(En euros.)

NIVEAU	POSITION	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM ANNUEL
I	1	100	17 977
	2	110	18 060
II	1	125	18 778
	2	140	20 941
III	1	150	22 212
	2	165	24 453
IV		180	26 532

Aucun salaire ne peut être inférieur au salaire minimum interprofessionnel de croissance (Smic) en vigueur.

Article 2

En application de l'article L. 3221-2 du code du travail, il est rappelé que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 3

Le présent accord sera déposé en deux exemplaires, une version papier et une version électronique, à la direction des relations du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes de Dijon.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère chargé du travail conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Article 5

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail.

Fait à Dijon, le 25 janvier 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

F RTP Bourgogne.

Syndicats de salariés :

CFDT ;

CFTC ;

UR FO BTP.

Brochure n° 3005-II

Convention collective nationale
IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**
(Tome II : Ouvriers)

Brochure n° 3005-III

Convention collective nationale
IDCC : 2614. – **TRAVAUX PUBLICS**
(Tome III : ETAM)

ACCORD DU 25 JANVIER 2012
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS POUR L'ANNÉE 2012
(BOURGOGNE)
NOR : ASET1250435M
IDCC : 1702, 2614

Entre :
La FRTP Bourgogne,
D'une part, et
La CFDT ;
La CFTC ;
La CFE-CGC ;
L'UR FO BTP,
D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application du chapitre VIII.1 de la convention collective nationale des ouvriers du 15 décembre 1992, étendue par arrêté ministériel du 27 mai 1993 (*Journal officiel* du 29 mai 1993), les montants des indemnités de petits déplacements applicables aux ouvriers de travaux publics de la région Bourgogne applicables à partir du 1^{er} mars 2012 sont fixés comme suit :

Repas : 10,80 €.

(En euros.)

ZONE	TRANSPORT	TRAJET
1 (0 à 10 km)	2,25	1,64
2 (10 à 20 km)	4,48	3,14

ZONE	TRANSPORT	TRAJET
3 (20 à 30 km)	7,16	4,52
4 (30 à 40 km)	8,98	5,96
5 (40 à 50 km)	11,22	7,40

Ces indemnités ne se cumulent pas avec les indemnités de grands déplacements prévues au Chapitre VIII.2 de la convention collective nationale des ouvriers du 15 décembre 1992, étendue le 29 mai 1993.

Article 2

En application de l'article 7.1.9 de la convention collective nationale des ETAM des travaux publics du 12 juillet 2006, étendue par arrêté ministériel du 15 juin 2007 (*Journal officiel* du 28 juin 2007), les valeurs des indemnités de repas et de transport ci-dessus s'appliquent également aux ETAM non sédentaires.

Ces indemnités ne se cumulent pas avec les indemnités et/ou remboursements de frais de déplacement prévus au chapitre VII.2 de la convention collective nationale des ETAM des travaux publics du 12 juillet 2006.

Article 3

Le présent accord sera déposé en deux exemplaires, une version papier et une version électronique, à la direction des relations du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes de Dijon.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère chargé du travail conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Article 5

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail.

Fait à Dijon, le 25 janvier 2012.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3005-III

Convention collective nationale
IDCC : 2614. – TRAVAUX PUBLICS
(Tome III : ETAM)

ACCORD DU 25 JANVIER 2012
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR L'ANNÉE 2012
(BOURGOGNE)

NOR : ASET1250434M
IDCC : 2614

Entre :

La FRTP Bourgogne,

D'une part,

La CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFTC ;

La CFE-CGC BTP,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Pour 2012, les valeurs des minima annuels sur la base de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, figurant en annexe VI de la convention collective nationale des ETAM des travaux publics du 12 juillet 2006, des positions de la classification des ETAM des travaux publics, sont les suivantes :

A : 17 977 € ;

B : 18 725 € ;

C : 20 713 € ;

D : 22 102 € ;

E : 24 263 € ;

F : 27 217 € ;

G : 29 890 € ;

H : 30 912 €.

Aucun salaire ne peut être inférieur au salaire minimum interprofessionnel de croissance (Smic) en vigueur.

Article 2

Les valeurs prévues à l'article 1^{er} ci-dessus sont majorées de 15 % pour les ETAM bénéficiant d'une convention de forfait en jours sur l'année, soit :

F : 31 299 € ;

G : 34 374 € ;

H : 35 549 €.

Article 3

En application de l'article L. 3221-2 du code du travail, il est rappelé que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 4

Le présent accord sera déposé en deux exemplaires, une version papier et une version électronique, à la direction des relations du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes de Dijon.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère chargé du travail conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Article 6

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail.

Fait à Dijon, le 25 janvier 2012.

(Suivent les signatures.)

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION,
DE LA PÊCHE, DE LA RURALITÉ
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

CONVENTIONS COLLECTIVES

SOMMAIRE DU FASCICULE N° 2012/12

AVENANTS ET ACCORDS

	Pages
Entreprises agricoles de polyculture, élevage, viticulture, horticulture et pépinières (Charente) : accord du 7 juillet 2011 relatif à la mise en place d'une cotisation ADEFA...	73
Entreprises du paysage : avenant n° 6 du 7 mars 2012 relatif aux salaires au 1^{er} mars 2012	75
Exploitations et entreprises agricoles (Côte-d'Or, Nièvre, Yonne [cadres]) : avenant n° 45 du 16 janvier 2012 relatif à la durée du travail.....	77
Exploitations forestières (Massif de Gascogne) : avenant n° 23 du 16 janvier 2012 relatif aux salaires au 1^{er} janvier 2012.....	79
Exploitations forestières (Midi-Pyrénées) : avenant n° 71 du 5 janvier 2012 relatif à la prime d'ancienneté au 1^{er} janvier 2012	86
Exploitations viticoles (Champagne délimitée) : avenant n° 180 du 28 juin 2011 relatif aux salaires au 1^{er} juillet 2011	87
Exploitations viticoles (Champagne délimitée) : avenant n° 181 du 28 juin 2011 relatif aux salaires au 1^{er} juillet 2011	89
Formation professionnelle en agriculture : avenant n° 5 du 22 décembre 2011	91
Mutualisation des fonds de la formation professionnelle dans la production agricole : avenant n° 4 du 22 décembre 2011	96
Parcs et jardins zoologiques privés (personnel) : avenant n° 13 du 10 mars 2011 relatif aux salaires au 1^{er} mars 2011 et au 1^{er} novembre 2011.....	98

Convention collective départementale

**IDCC : 9161. – ENTREPRISES AGRICOLES DE POLY CULTURE,
ÉLEVAGE, VITICULTURE, HORTICULTURE ET PÉPINIÈRES
(Charente)
(7 juin 1990)**

(Etendue par arrêté du 13 juin 1991,
Journal officiel du 29 juin 1991)

**ACCORD DU 7 JUILLET 2011
RELATIF À LA MISE EN PLACE D'UNE COTISATION ADEFA**

NOR : AGRS1297092M
IDCC : 9161

Entre :

La FNSEA 16 ;

Le syndicat horticole de la région Poitou-Charentes ;

Le syndicat des entrepreneurs des territoires de la Charente ;

La fédération des CUMA de la Charente,

D'une part, et

L'UD CFDT de la Charente ;

La section de la Charente du SNCEA CFE-CGC ;

L'UD CGT-FO de la Charente ;

L'UD CFTC de la Charente,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'ADEFA (association départementale pour l'emploi et la formation en agriculture) a été créée le 4 avril 2011.

Les parties conviennent de la mise en place d'une cotisation ADEFA afin de permettre le fonctionnement de l'association à compter du 1^{er} janvier 2012.

Cette cotisation, fixée à 0,10 % du salaire brut, est répartie comme suit :

- 50 % à la charge de l'employeur ;
- 50 % à la charge du salarié.

Cette cotisation s'applique à tous les salariés cadres et non cadres, sans condition d'ancienneté.

Elle sera prélevée par la MSA des Charentes.

Article 2

Le présent accord, dont les parties demandent l'extension dans les mêmes conditions que celles de la convention collective, est applicable à compter du 1^{er} janvier 2012.

Fait à Angoulême, le 7 juillet 2011.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3617

Convention collective nationale

IDCC : 7018. – ENTREPRISES DU PAYSAGE

AVENANT N° 6 DU 7 MARS 2012
RELATIF AUX SALAIRES AU 1^{ER} MARS 2012

NOR : AGRS1297098M

IDCC : 7018

Entre :

L'UNEP,

D'une part, et

Le SNCEA CFE-CGC ;

La FGA CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Barème des salaires à compter du 1^{er} mars 2012

Ouvriers

(En euros.)

COEFFICIENT	TAUX HORAIRE BRUT	SALAIRE MENSUEL BRUT (base 151,67 heures)
O 1	9,26	1 404,46
O 2	9,36	1 419,63
O 3	9,41	1 427,21
O 4	9,63	1 460,58
O 5	10,04	1 522,77
O 6	10,51	1 594,05
E 1	9,26	1 404,46
E 2	9,36	1 419,63
E 3	9,78	1 483,33
E 4	10,40	1 577,37

Article 2

Barème des salaires à compter du 1^{er} mars 2012

Agents de maîtrise et techniciens

(En euros.)

POSITION	SALAIRE MENSUEL BRUT (base 151,67 heures)
TAM 1	1 767,50
TAM 2	1 873,55
TAM 3	2 007,88
TAM 4	2 171,50

Article 3

Barème des salaires à compter du 1^{er} mars 2012

Cadres

(En euros.)

POSITION	SALAIRE ANNUEL BRUT
C 1	34 213,72
C 2	34 213,72
C 3	35 780,66
C 4	36 829,41
C 5	39 790,57

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 7 mars 2012.

(Suivent les signatures.)

Convention collective

**IDCC : 8262. – EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES
(Côte-d'Or, Nièvre, Yonne)
(21 novembre 1997)**

(Etendue par arrêté du 23 mars 1998,
Journal officiel du 26 mars 1998)

AVENANT N° 45 DU 16 JANVIER 2012

RELATIF À LA DURÉE DU TRAVAIL

NOR : AGRS1297097M
IDCC : 8262

Entre :

La fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles de Bourgogne ;

La fédération régionale des entreprises de travaux agricoles et ruraux ;

La fédération régionale des CUMA,

D'une part, et

L'UR CFDT de Bourgogne ;

L'UR CFE-CGC de Bourgogne,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Durée du travail des salariés cadres

L'article 48 de la convention collective du 21 novembre 1997 est rédigé comme suit :

« Article 48

Durée du travail des salariés cadres

La durée du travail des salariés cadres est régie par les dispositions du titre IX de la présente convention, par les dispositions de l'accord national du 23 décembre 1981 sur la durée du travail dans les exploitations et entreprises agricoles ainsi que par les dispositions du code du travail et du code rural et de la pêche maritime. »

Article 2

Rémunération minimale des cadres en forfait jours

Afin de clarifier et de mettre la rédaction de la convention collective du 21 novembre 1997 en conformité avec les dispositions de l'accord national du 23 décembre 1981 sur la durée du travail dans les exploitations et entreprises agricoles, l'article 31 *ter* (créé par l'avenant n° 40 du 25 mars 2011) est rédigé comme suit.

« Article 31 *ter*

Conventions de forfait en jours

Il peut être conclu avec les salariés cadres, à partir du niveau I de cette catégorie, une convention de forfait sur la base d'un nombre annuel de jours de travail.

Un tel forfait ne peut être mis en place qu'avec l'accord du salarié formalisé par écrit dans le contrat de travail ou un avenant. En aucun cas le refus du salarié ne peut être considéré comme constituant un motif de licenciement.

Le nombre annuel de jours travaillés ne peut excéder un maximum de 215 jours (y compris la journée de solidarité) pour un salarié bénéficiant de l'intégralité de ses droits à congés payés et jours fériés.

Les jours de travail peuvent être répartis différemment d'un mois sur l'autre ou d'une période à l'autre de l'année en fonction de la charge de travail sous réserve que le cadre bénéficie d'au moins 35 heures de repos hebdomadaire, sauf dérogation légale ou réglementaire, et sous réserve que le cadre bénéficie d'au moins 11 heures consécutives de repos quotidien, sauf dérogations conventionnelles ou légales.

Les jours de repos ou demi-journées de repos sont définis par le cadre en respectant un délai de prévenance de 1 mois. L'employeur peut reporter la prise de repos en respectant un délai de prévenance de 3 semaines pour les absences programmées, délai ramené à 5 jours ouvrables en cas d'absences pour maladie ou accident d'autres cadres, ou en cas de situation à caractère exceptionnel.

Le contrat de travail peut prévoir des périodes de présence nécessaires au bon fonctionnement de l'entreprise. Pendant cette période, le salarié ne peut pas prendre des jours de repos autres que les jours de repos hebdomadaire, jours fériés chômés.

Il doit être mis en place un dispositif de contrôle du nombre de jours travaillés. Ce document de contrôle doit comptabiliser le nombre et la date des journées ou demi-journées travaillées, ainsi que les jours de repos hebdomadaire, jours de congés payés, jours fériés chômés, jours de repos au titre de la réduction du temps de travail.

Chaque année, un entretien doit être organisé entre le cadre et le supérieur hiérarchique pour évoquer l'organisation du travail, la charge de travail et l'amplitude des journées de travail.

La rémunération forfaitaire mensuelle est indépendante du nombre d'heures de travail effectif accomplies durant la période de paie considérée.

La rémunération ne peut être inférieure à la rémunération forfaitaire correspondant au forfait annuel sur la base du maximum d'heures applicable en vertu des dispositions de l'accord national du 23 décembre 1981 (rémunération forfaitaire comprenant le paiement des heures supplémentaires et bonifications ou majorations légales). »

Article 3

Mise en application

Les dispositions du présent avenant modifiant celles issues de l'avenant n° 40 du 25 mars 2011, elles entreront en vigueur à la même date que ce dernier, c'est-à-dire le premier jour du trimestre suivant la publication de l'arrêté d'extension de l'avenant n° 40, ou à la date de signature du présent avenant si cette dernière intervient après la parution de l'arrêté d'extension de l'avenant n° 40.

Article 4

Dépôt et extension

Le présent avenant est déposé conformément aux dispositions légales et son extension est demandée.

Fait à Pouilly-en-Auxois, le 16 janvier 2012.

(Suivent les signatures.)

Convention collective

**IDCC : 8721. – EXPLOITATIONS FORESTIÈRES
(Massif de Gascogne)
(2 juillet 1996)**

(Etendue par arrêté du 24 décembre 1996,
Journal officiel du 7 janvier 1997)

**AVENANT N° 23 DU 16 JANVIER 2012
RELATIF AUX SALAIRES AU 1^{ER} JANVIER 2012**

NOR : AGRS1297091M
IDCC : 8721

Entre :

La section exploitation forestière-sciage compétente sur les départements de la Gironde, des Landes, du Lot-et-Garonne, de la Dordogne et, pour la Charente-Maritime, les cantons de Montguyon, Montlieu et Montendre,

D'une part, et

L'UR CFE-CGC Aquitaine ;

L'UR CFTC Aquitaine,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les montants des salaires visés aux articles 28 « Salaires » (annexe VI, tableaux A à C) et 70 « Rémunération des cadres » (annexe VI, tableau D) de la convention sont modifiés et figurent en annexe du présent avenant. L'annexe VI est modifiée en conséquence.

Article 2

Les dispositions du présent avenant prennent effet au 1^{er} janvier 2012.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à la DIRECCTE Aquitaine, unité territoriale de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 16 janvier 2012.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE VI

Barème des salaires des ouvriers, employés, agents de maîtrise et cadres

A. – Salaires horaires du personnel technique applicables au 1^{er} janvier 2012

(En euros.)

DÉFINITION Classification professionnelle	NIVEAU	COEF.	ÉCHELON	TAUX horaire
<p>Personnel effectuant des travaux élémentaires (manœuvre ordinaire)</p> <p>Travaux d'exécution facile, immédiatement reproductibles après simple démonstration, sans mise en jeu de connaissances particulières :</p> <ul style="list-style-type: none"> – sans participation directe à la production – sans travail autonome sur machine de transformation du produit 	1	100	A B	9,22 9,26
<p>Personnel effectuant des travaux simples (manœuvre spécialisé)</p> <p>Travaux sans difficulté particulière dont l'exécution requiert un temps d'adaptation minimum par habitude ou apprentissage selon des consignes fixant la nature du travail à réaliser :</p> <ul style="list-style-type: none"> – sans incidence sur la qualité du produit : notamment par l'utilisation de machine de transformation pré réglée et de maniement simple – où l'attention et l'intervention de l'opérateur sont nécessaires à l'obtention de la qualité requise du produit 	2	105 110	C D	9,27 9,28
<p>Personnel effectuant des travaux combinés (ouvrier spécialisé)</p> <p>Travaux constitués par l'enchaînement de différents travaux simples selon un mode opératoire détaillé :</p> <ul style="list-style-type: none"> – requérant des connaissances usuelles de calcul et de lecture – nécessitant des connaissances techniques – autonome dans le choix des meilleures solutions de réalisation 	3	115 125 135	E F G	9,29 9,31 9,36
<p>Personnel effectuant ou pouvant effectuer des travaux complexes (ouvrier qualifié et ouvrier hautement qualifié)</p> <p>Travaux mettant en application des connaissances professionnelles et requérant une dextérité ou une pratique suffisante pour respecter les normes de qualité, au besoin par un réglage continu sur la machine :</p> <ul style="list-style-type: none"> – dans tous les domaines de sa spécialité ou ayant des effets sur la distribution du travail dans un atelier – et délicats, supposant une parfaite maîtrise des données professionnelles ou associant diverses techniques parfaitement maîtrisées 	4	165 180 185	H I J	9,66 9,68 9,70

DÉFINITION Classification professionnelle	NIVEAU	COEF.	ÉCHELON	TAUX horaire
Personnel effectuant ou pouvant effectuer des travaux complexes pour lesquels il apporte des propositions de modification des méthodes, procédés et moyens pour améliorer les objectifs donnés	5	200	K	9,97

**B. – Salaires des ouvriers rémunérés à la tâche
applicables au 1^{er} janvier 2012**

(En euros.)

	UNITÉ DE COMPTE	PRIX DE BASE
I. – PIN MARITIME		
Billons : diamètre fin bout 0,20 minimum	le mètre linéaire	0,341
Marquage :		
– par marqueur professionnel	le mètre linéaire	0,017
– par bûcheron suivant feuille de marquage	le mètre linéaire	0,008
Poteaux bruts :		
– 1 ^{re} catégorie, 2 mètres en 10/19 dfb sous écorce	le mètre linéaire	0,088
	la tonne	6,43
– 2 ^e catégorie, 2 mètres en 6/9 dfb sous écorce	le mètre linéaire	0,071
	la tonne	10,72
Catégorie spéciale (2/3 en 1 ^{re} catégorie, 1/3 en 2 ^e catégorie)	le stère	4,33
Supplément sur le prix ci-dessus pour rassemblement et empilage		15 %
II. – FEUILLUS		
(Nota. – Les tiges non marchandes sont à couper mais non incluses dans le calcul du cube unitaire)		
Façonnage des taillis en 2 mètres avec empilage 100 % :		
– cube unitaire < 0,150	le stère	3,32
– cube unitaire ≥ 0,150		3,25
Supplément pour tri d'une catégorie supplémentaire (piquets...)		
Peupliers (cimes)	le stère	3,89

Bois d'œuvre

(En euros.)

	UNITÉ DE COMPTE	PRIX DE BASE
III. – PIN MARITIME		
1. Abattage, découpe, ébranchage, écorçage jusqu'à la découpe de 0,50 mètres de circonférence (poteaux de cime en plus)	le mètre cube scié	10,30
2. Abattage, découpe, ébranchage, écorçage manuel jusqu'à la découpe de 0,50 mètres de circonférence (poteaux de cime en plus) (base de calcul : 50 % du 1)	le mètre cube grume	5,15
3. Abattage, découpage, ébranchage, sans écorçage jusqu'à la découpe de 0,50 mètres de circonférence (poteaux de cime en plus) (base de calcul : 52,50 % du 2)	le mètre cube grume	2,70

	UNITÉ DE COMPTE	PRIX DE BASE
III. – PIN MARITIME		
Sciage en équarri, 4 faces, empilé et couvert, rémunération de l'ensemble de l'équipe limeur compris	le mètre cube scié	18,22
Bois de chauffage :		
– barrot	le stère	4,30
– escaill bois déjà façonné	le stère	5,61
– escaill arbre pris debout	le stère	7,62
IV. – CHÊNES ET BOIS DURS		
Abattage, tronçonnage et arasage des nœuds	le mètre cube grume	6,54
Sciage (limeurs compris) :		
– plots en plateaux non pelés	le mètre cube scié	20,69
– plots en plateaux pelés	le mètre cube scié	22,40
Supplément pour empilage sur taquets et épinglage par bout :		
– par mètre cube de plateaux pelés de 25 à 50 mm d'épaisseur	le mètre cube scié	6,28
– par mètre cube pour épaisseur de 55 mm et plus	le mètre cube scié	4,73
Panneaux avivés de 15 à 22 mm	le mètre cube scié	39,10
Débuts courants délinés et bois de wagons	le mètre cube scié	28,43
Appareils de voie	le mètre cube scié	27,17
Traverses standard prêtes à être réceptionnées	la pièce	2,32
Bois de chauffage :		
– à prendre dans les branchages	le stère	6,28
– à prendre dans les billes impropres au sciage (Rocard)	le stère	7,71
Merrain : L < 1,20 mètre, diamètre fin bout > 0,11 mètre empilage compris	le stère	6,80
V. – PEUPLIERS ET FEUILLUS TENDRES		
Grumes : abattage, arasage des nœuds, 1 découpe intermédiaire + 1 découpe fin bout	le mètre cube	3,19
Billons : 2 mètres et plus, diamètre fin bout > 0,20 mètre	le stère	1,98
Travail à la journée, jours fériés, à l'exclusion de toute journée de travail normal et régulier ≥ grilles A et C niveau 4 H	7,8 heures	9,79

**C. – Salaires horaires du personnel administratif et commercial
applicables au 1^{er} janvier 2012**

(En euros.)

DÉFINITION Classification professionnelle	NIVEAU	COEF.	ÉCHELON	TAUX horaire
Personnel effectuant des tâches d'exécution évidente, sans mise en jeu de connaissances particulières, conformément à des procédures indiquées, sans initiative de la part de l'intéressé	1	100	A	9,22
Personnel effectuant des tâche d'exécution simple, nécessitant une pratique ou une dextérité acquise :				

DÉFINITION Classification professionnelle	NIVEAU	COEF.	ÉCHELON	TAUX horaire
– appliquant des procédures préétablies de caractère répétitif ou données cas par cas	2	105	B	9,27
– pouvant ordonner ou répartir son travail en fonction des instructions reçues		110	C	9,28
Personnel effectuant des tâches diversifiées requérant un ensemble d'éléments ou de consignes administratives ou commerciales dont le traitement demande une pratique professionnelle ou peut faire l'objet d'une adaptation des connaissances acquises :	3	120	D	9,30
– mise en œuvre de procédures définies et combinées		140	E	9,38
– mise en œuvre de procédures dont la réalisation nécessite réflexion, contrôle, recherche d'information				
Personnel effectuant ou pouvant effectuer des tâches complexes spécifiques pour lesquelles, en fonction de connaissances professionnelles acquises liées à l'utilisation de procédures, méthodes, organisation ou technique, il analyse et interprète les données ou informations transmises pour adapter le mode de réalisation	4	145	F	9,49
Personnel effectuant ou pouvant effectuer des tâches complexes pour lesquelles, en fonction de ses connaissances :	5	160	G	9,63
– la réalisation des tâches influe sur la qualité des travaux auxquels le salarié concourt		180	H	9,68
– la réalisation des tâches influe sur l'efficacité de l'organisation interne				
Personnel effectuant ou pouvant effectuer des tâches ou des travaux de niveau professionnel élevé acquis par la formation exigeant des connaissances techniques approfondies ou reconnue par une expérience significative antérieure :	6	220	I	10,94
– ces tâches ou travaux, de par leur incidence, supposent de la part du salarié le choix des actions nécessaires pour remplir les objectifs déterminés		240	J	11,65
– de plus, le salarié peut élaborer des propositions de modification des méthodes, procédés et moyens pour améliorer les objectifs donnés				

D. – Salaires des agents de maîtrise et des cadres applicables au 1^{er} janvier 2012

Valeur minimale du point indiciaire au 1^{er} janvier 2012 : 7,57 €.

Agents de maîtrise

(En euros.)

DÉFINITION Classification professionnelle	NIVEAU	COEF.	ÉCHELON	SALAIRE minimum
Agent de maîtrise organisant les travaux et y participant si nécessaire. – Débutant sans expérience :	1	190	A	1 438,30
– il veille à l'exécution simple de ces travaux dans le respect des normes de façonnage et/ou de fabrication				
– il s'assure du respect des consignes de sécurité et il a autorité pour faire appliquer les règles d'organisation interne				

DÉFINITION Classification professionnelle	NIVEAU	COEF.	ÉCHELON	SALAIRE minimum
Agent de maîtrise organisant les travaux et y participant si nécessaire :				
– pouvant prendre des initiatives et apporter les modifications ponctuelles sur l'organisation de son équipe sur les interventions nécessaires à la réalisation du produit aux normes et qualités exigées	2	200	B	1 514,00
– pouvant apporter une assistance technique et décider des modifications techniques nécessaires à l'obtention du produit aux normes et qualités exigées		210	C	1 589,70
Agent de maîtrise disposant d'une autonomie ou d'un pouvoir de décision sur le personnel qu'il dirige dans le cadre de ses fonctions :				
– il assiste la direction ou un cadre pour élaborer les programmes de production	3	220	D	1 665,40
– il assure la gestion des programmes de production et leur exploitation à l'aide des moyens mis à sa disposition		240	E	1 816,80

Cadres

(En euros.)

DÉFINITION Classification professionnelle	NIVEAU	COEF.	SALAIRE minimum
Débutant sans expérience			
Personnel issu d'un enseignement supérieur technique, scientifique, commercial ou équivalent pendant les années de probation dans l'entreprise qui suivent l'obtention du diplôme	1	225	1 703,25
Cadre confirmé			
Personnel responsable de l'organisation des actions, travaux ou réalisations dans un secteur déterminé ou une fonction précise ou			
Personnel titulaire d'une expérience professionnelle confirmée et ayant suivi avec succès avec l'accord de l'entreprise, un stage ou une formation d'approfondissement, de perfectionnement ou de recyclage pour avoir en charge la responsabilité d'un secteur déterminé ou d'une fonction précise	2	260	1 968,20
Personnel responsable d'une unité de production ou d'un établissement de moins de 50 salariés et ayant les prérogatives d'un chef d'établissement	3	280	2 119,60
Personnel responsable d'un service ou d'une fonction nécessitant la coordination d'autres secteurs ou dont l'activité détermine les actions ou objectifs d'autres services, fonctions ou secteurs, et ayant reçu une délégation de pouvoir clairement définie	4	320	2 422,40
Personnel responsable de la coordination de plusieurs secteurs ou services analysant leurs résultats et participant à l'élaboration des plans généraux	5	340	2 573,80
Cadre supérieur			
Personnel responsable d'unité de production ou d'un établissement d'au moins 50 salariés et ayant les prérogatives d'un chef d'établissement	6	400	3 028,00

DÉFINITION Classification professionnelle	NIVEAU	COEF.	SALAIRE minimum
Personnel assurant l'élaboration et la mise en œuvre des plans et budgets généraux de l'entreprise	7	440	3 330,80
Cadre de direction Personnel assurant la direction de l'entreprise	8	500	3 785,00

Convention collective

**IDCC : 8731. – EXPLOITATIONS FORESTIÈRES
(Midi-Pyrénées)
(1^{er} décembre 1982)**

(Etendue par arrêté du 2 mars 1983,
Journal officiel du 30 mars 1983)

**AVENANT N° 71 DU 5 JANVIER 2012
RELATIF À LA PRIME D'ANCIENNETÉ AU 1^{ER} JANVIER 2012**

NOR : AGRS1297099M
IDCC : 8731

Entre :

L'union régionale des syndicats d'exploitants forestiers et scieurs de Midi-Pyrénées ;

Les entrepreneurs des territoires Midi-Pyrénées,

D'une part, et

L'union professionnelle régionale agroalimentaire CFDT de Midi-Pyrénées ;

La CFE-CGC ;

La fédération générale agroalimentaire et forestière CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

La valeur point servant au calcul de la prime d'ancienneté, telle qu'elle est prévue aux 2° et 3° de l'article 28 de la présente convention, est fixée à 5,29 € au 1^{er} janvier 2012.

Article 2

Un exemplaire du présent avenant sera remis à chacune des organisations signataires et deux seront déposés à la DIRECCTE Midi-Pyrénées, unité territoriale de la Haute-Garonne.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Toulouse, le 5 janvier 2012.

(Suivent les signatures.)

Convention collective
IDCC : 8216. – EXPLOITATIONS VITICOLES
(Champagne délimitée)
(2 juillet 1969)

(Etendue par arrêté du 25 février 1972,
Journal officiel du 19 mars 1972)

AVENANT N° 180 DU 28 JUIN 2011
RELATIF AUX SALAIRES AU 1^{ER} JUILLET 2011

NOR : AGRS1297093M
IDCC : 8216

Entre :

Le syndicat général des vignerons de la Champagne,

D'une part, et

La fédération générale agroalimentaire CFDT de la Marne, de l'Aisne et de l'Aube ;

La fédération régionale agroalimentaire CFE-CGC Champagne-Ardenne ;

La CFTC-Agri Champagne-Ardenne,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'annexe I, prévue à l'article 20 de la convention collective du 2 juillet 1969, est remplacée par le document annexé au présent avenant.

Article 2

Les dispositions de l'avenant n° 174 du 8 juillet 2010 sont abrogées.

Article 3

Le présent avenant prend effet au 1^{er} juillet 2011 et sera déposé à l'unité territoriale de la Marne, DIRECCTE de Champagne-Ardenne.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 28 juin 2011.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

Barème minimum des salaires au 1^{er} juillet 2011

(En euros.)

CATÉGORIE	NIVEAU	ÉCHELON	IDENTIFIANT MSA	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (pour 151,67 heures)
Personnel d'exploitation	A	1	101	9,00	1 365
		2	102	9,30	1 411
	B	1	201	9,46	1 435
		2	202	9,76	1 480
	C	1	301	11,01	1 670
		2	302	11,82	1 793
	D	1	401	12,40	1 881
		2	402	13,17	1 997
Personnel administratif	A	2	102	9,30	1 411
	B	2	202	9,76	1 480
	C	1	301	11,01	1 670
		2	302	11,82	1 793
	D	1	401	12,40	1 881
		2	402	13,17	1 997

Nourriture par jour (total) : 18,48 €.

Petit déjeuner : 1,68 €.

Déjeuner : 10,08 €.

Dîner : 6,72 €.

Logement de célibataire (par mois) : 40,32 €.

Aucun salaire ne saurait être inférieur au Smic, soit 9 € par heure au 1^{er} janvier 2011, ni inférieur à la valeur du salaire calculé sur la base de 169 heures au 31 décembre 2001.

Le minimum garanti au 1^{er} juillet 2008 est égal à 3,36 €.

Convention collective

**IDCC : 8216. – EXPLOITATIONS VITICOLES
(Champagne délimitée)
(2 juillet 1969)**

(Etendue par arrêté du 25 février 1972,
Journal officiel du 19 mars 1972)

**AVENANT N° 181 DU 28 JUIN 2011
RELATIF AUX SALAIRES AU 1^{ER} JUILLET 2011**

NOR : AGRS1297094M
IDCC : 8216

Entre :

Le syndicat général des vignerons de la Champagne,

D'une part, et

La fédération générale agroalimentaire CFDT de la Marne, de l'Aisne et de l'Aube ;

La fédération régionale agroalimentaire CFE-CGC Champagne-Ardenne ;

La CFTC-Agri Champagne-Ardenne,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'annexe I, prévue à l'article 20 de la convention collective du 2 juillet 1969, est remplacée par le document annexé au présent avenant.

Article 2

Les dispositions de l'avenant n° 175 du 8 juillet 2010 sont abrogées.

Article 3

Le présent avenant prend effet au 1^{er} juillet 2011 et sera déposé à l'unité territoriale de la Marne, DIRECCTE de Champagne-Ardenne.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 28 juin 2011.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

Barème minimum des salaires au 1^{er} juillet 2011

(En euros.)

CATÉGORIE	ÉCHELON	COEF.	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (pour 151,67 heures)
Technique				
Technicien	1	185	14,26	2 163
Agent de maîtrise	2	195	14,82	2 248
Responsable technique	1	210	15,97	2 422
	2	250	19,27	2 923
Cadres				
Responsable d'exploitation		270	20,53	3 114
		300	23,12	3 507
Administratif				
Secrétaire responsable	1	185	14,26	2 163
Assistant administratif	1	210	15,97	2 422
Commercial				
Assistant commercial	1	210	15,97	2 422
Attaché commercial	2	250	19,27	2 923

Aucun salaire ne saurait être inférieur à la valeur du salaire calculé sur la base de 169 heures au 31 décembre 2001.

Accord collectif national
FORMATION PROFESSIONNELLE EN AGRICULTURE
(2 juin 2004)

(Etendu par arrêté du 10 novembre 2004,
Journal officiel du 24 novembre 2004)

AVENANT N° 5 DU 22 DÉCEMBRE 2011

NOR : AGRS1297095M

Entre :

La FNSEA ;

La FNEDT ;

La FNB ;

La FFPF ;

La FNCUMA ;

L'USRTL,

D'une part, et

La FGA CFDT ;

La FGTA FO ;

La FNAF CGT ;

La CFTC-Agri ;

Le SNCEA CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les organisations professionnelles et syndicales, dans cet avenant, souhaitent formaliser la continuité de leur politique de formation telle que définie dans l'accord du 2 juin 2004 et ses quatre avenants. Il représente la poursuite du cheminement, et de l'ensemble du travail des organisations professionnelles et syndicales, et de la recherche permanente de l'optimisation des fonds de la formation au bénéfice des salariés et des entreprises des secteurs concernés. Si les organisations professionnelles et syndicales de la production agricole décident de le renommer « accord sur la formation professionnelle tout au long de la vie » c'est pour rester en cohérence avec les nouvelles logiques développées autour de la sécurisation des parcours professionnels et de la prise en compte de l'individu.

En ce sens, il paraît essentiel pour l'ensemble des organisations professionnelles et syndicales d'affirmer cette nouvelle logique tout en valorisant le travail effectué depuis de nombreuses années.

Article 1^{er}

Modifications

Les organisations signataires conviennent d'apporter les modifications et de compléter l'accord comme suit :

Le titre : afin de mettre en avant cette logique, les partenaires sociaux décident que le titre de l'accord devient : « Accord national en agriculture du 2 juin 2004 modifié sur la formation professionnelle tout au long de la vie ».

Au chapitre I^{er}, l'article 1^{er} « Champ d'application », est modifié et remplacé par :

« Le présent accord est applicable, sur l'ensemble du territoire français (métropole et départements d'outre-mer), aux salariés et employeurs des exploitations et entreprises agricoles ayant une activité définie à l'article L. 722-1 du code rural et de la pêche maritime, 1° (à l'exception des centres équestres et des parcs zoologiques), 2° (à l'exception des activités de création, restauration et entretien des parcs et jardins), 3° (à l'exception de l'office national des forêts) et 4° (à l'exception des établissements de conchyliculture), ainsi qu'aux coopératives d'utilisation de matériel agricole. »

Il est ajouté un chapitre VIII :

« Chapitre VIII

Création d'une section paritaire sectorielle au sein du FAFSEA

Sous réserve de l'accord du conseil d'administration du FAFSEA, les signataires du présent accord souhaitent se doter d'un outil de mise en œuvre et de suivi de leur politique de formation, définie dans les chapitres II à VI précédemment, en créant une section paritaire sectorielle au sein du FAFSEA couvrant le champ d'application du présent accord.

Article 1^{er}

Section paritaire sectorielle de la production agricole

Conformément à la possibilité offerte par les articles 10 et 11 de l'avenant n° 23 du 23 novembre 2011 modifié à l'accord du 23 novembre 1972 créant un fonds d'assurance formation des salariés des exploitations et entreprises agricoles, il est créé au sein du FAFSEA, sous réserve de la validation de son conseil d'administration, une section paritaire sectorielle de la production agricole (SPS production agricole).

Article 1.1

Composition de la section paritaire sectorielle de la production agricole

La section paritaire sectorielle de la production agricole est constituée par les organisations professionnelles et syndicales d'employeurs et de salariés signataires du présent accord. Elle comprend 3 représentants de chacune des organisations syndicales de salariés signataires et un nombre de représentants des employeurs égal au total des membres salariés.

Ainsi, le nombre de membres est fixé à 15 pour chacun des collèges représentés :

- 15 membres représentant le collège salariés ;
- 15 membres représentant le collège employeurs.

La section paritaire sectorielle élit en son sein un bureau composé d'un président appartenant à l'un des collèges et d'un secrétaire général appartenant à l'autre collège.

La présidence et le secrétariat général sont assurés alternativement par le collège employeurs et le collège salariés.

La durée du mandat des membres du bureau est de 2 ans.

Article 1.2

Fonctionnement

La section paritaire se réunit autant que de besoin et au minimum deux fois par an.

Une convocation signée par le président et le secrétaire général, comportant le projet d'ordre du jour, est adressée par courrier ordinaire ou électronique aux membres de la section paritaire sectorielle de la production agricole au moins 15 jours avant la date de la réunion.

Les documents et pièces diverses nécessaires aux délibérations sont joints à la convocation ou, à défaut, remis au début de la séance. Le projet de procès-verbal de la réunion précédente est obligatoirement joint à la convocation.

La section paritaire peut constituer, dans le respect des conditions et modalités définies à l'article 10.2.1 de l'avenant précité, un ou plusieurs groupes de travail paritaires nationaux.

Une décision de la section paritaire sectorielle de la production agricole est nécessaire pour créer un groupe de travail. Cette délibération sera ensuite transmise au conseil d'administration du FAFSEA pour approbation.

La section paritaire sectorielle de la production agricole peut se doter d'un règlement intérieur pour compléter ses règles de fonctionnement, approuvé par le conseil d'administration.

Article 1.2.1

Quorum et vote

La section paritaire sectorielle ne peut valablement délibérer qu'aux conditions de quorum suivantes :

- le collège des salariés doit être représenté par au moins 5 membres physiquement présents et représentant 3 organisations syndicales signataires et reconnues représentatives au plan national ;
- le collège des employeurs doit être représenté par au moins 5 de ses membres physiquement présents.

Les décisions de la section paritaire sectorielle sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

Les membres peuvent se faire représenter par un membre présent appartenant au même collège. A cet effet, le mandataire doit être porteur d'un mandat écrit, signé par le mandant, et accepté par le mandataire. Le mandant doit préciser la date de réunion pour laquelle il a été établi.

Il est procédé à un vote chaque fois que cela est demandé par un membre de la section paritaire sectorielle. Une demande de vote à bulletins secrets présentée par un ou plusieurs membres est acceptée de plein droit.

A l'occasion de chaque décision, les représentants du collège des employeurs et les représentants du collège des salariés doivent disposer d'un nombre égal de voix. Pour égaliser les voix dans chaque collège, la règle suivante est appliquée :

- chaque collège dispose au total d'un nombre de voix égal au produit : (nombre de présents et de représentés pour le collège employeur) × (nombre de présents et de représentés du collège des salariés) ;
- chaque membre dispose d'un nombre de voix égal au nombre de membres présents ou représentés du collège auquel il n'appartient pas.

Article 1.2.2

Secrétariat

Le secrétariat administratif est assuré par les services du FAFSEA, étant entendu que les frais correspondants font partie des frais de fonctionnement de la section.

Par ailleurs, la section paritaire sectorielle de la production agricole se réserve le droit d'inviter un expert technique du FAFSEA pour participer à ses travaux.

Article 1.2.3

Relevé de décisions et procès-verbal

Relevé de décisions

Après validation par le bureau de la section paritaire sectorielle de la production agricole, le relevé de décisions signé par le directeur général du FAFSEA est adressé par courrier simple ou courrier électronique aux membres de la section paritaire sectorielle, aux membres du conseil d'administration et aux délégations régionales du FAFSEA pour communication aux membres des organes paritaires régionaux communs et aux membres de la commission paritaire nationale de recours gracieux.

Procès-verbal

Un procès-verbal est établi à l'issue de chaque réunion d'une section paritaire sectorielle et transmis dans un délai de 1 mois après la réunion.

L'approbation du procès-verbal est inscrite au premier point de l'ordre du jour de la prochaine séance de la section paritaire sectorielle.

Article 1.3

Missions de la section paritaire sectorielle de la production agricole

La section paritaire sectorielle de la production agricole :

- propose au conseil d'administration paritaire du FAFSEA en application des chapitres II à VI du présent accord les critères, conditions, taux de prise en charge et éventuelles priorités des actions de formation et actions entrant dans le champ d'application des articles L. 6313-1 à L. 6313-11 du code du travail dans le cadre d'un suivi par section comptable et selon les règles de gestion applicables au FAFSEA ;
- vérifie la pertinence de ses délibérations soumises pour décision au conseil d'administration et propose des rectifications des orientations et rend compte de ses missions à la CPNE concernée ;
- propose des actions collectives de formation adaptées aux besoins des entreprises ;
- étudie les demandes de recours des salariés concernant des refus de financements au titre de la professionnalisation.

Pour assurer la bonne réalisation de ces missions, les services du FAFSEA apportent tous les détails techniques et de gestion, pour assurer les missions d'une section paritaire sectorielle.

Les services du FAFSEA rendent compte au minimum tous les 3 mois des consommations engagées pour le secteur.

Article 2

Lien entre la SPS et la CPNE de la production agricole

Afin d'appliquer la politique de formation des partenaires sociaux de la production agricole définie dans le présent accord, la section paritaire sectorielle est en lien direct avec la CPNE concernée. La section paritaire sectorielle est l'outil de mise en œuvre des décisions politiques de la CPNE en ce qui concerne la formation professionnelle continue des salariés.

La section paritaire sectorielle rend compte au moins une fois par an de l'utilisation des fonds de la formation professionnelle pour les salariés du secteur auprès de la CPNE.

De même, chaque année avant le 30 septembre, le président et le secrétaire général de la section paritaire sectorielle ou leur représentant viennent présenter la proposition de fongibilité prévue à l'article 7 de l'accord national du 2 juin 2004 sur la mutualisation des fonds de la formation professionnelle dans la production agricole, faite par la section paritaire sectorielle. »

Article 2

Entrée en vigueur

Le présent accord entrera en vigueur dès sa signature.

Article 3

Dépôt et extension

Le présent accord est déposé conformément aux dispositions légales. Son extension est demandée.

Fait à Paris, le 22 décembre 2011.

(Suivent les signatures.)

Accord collectif national

**MUTUALISATION DES FONDS DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
DANS LA PRODUCTION AGRICOLE
(2 juin 2004)**

(Etendu par arrêté du 10 novembre 2004,
Journal officiel du 24 novembre 2004)

AVENANT N° 4 DU 22 DÉCEMBRE 2011

NOR : AGRS1297096M

Entre :

La FNSEA ;

La FNEDT ;

La FFPP ;

La FNCUMA ;

L'USRTL,

D'une part, et

La FGA CFDT ;

La FGTA FO ;

La FNAF CGT ;

La CFTC-Agri ;

Le SNCEA CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Modifications

Les organisations signataires conviennent d'apporter les modifications de l'accord comme suit :

L'article 1^{er} « Champ d'application » est modifié et remplacé par :

« Le présent accord est applicable, sur l'ensemble du territoire français (métropole et départements d'outre-mer), aux salariés et employeurs des exploitations et entreprises agricoles ayant une activité définie à l'article L. 722-1 du code rural et de la pêche maritime, 1° (à l'exception des centres équestres et des parcs zoologiques), 2° (à l'exception des activités de création, restauration et entretien des parcs et jardins), 3° (à l'exception de l'office national des forêts) et 4° (à l'exception des établissements de conchyliculture), ainsi qu'aux coopératives d'utilisation de matériel agricole. »

Au paragraphe 2 de l'article 6, la première phrase est remplacée comme suit :

« Le montant de la contribution versée au FAFSEA est déterminé par l'accord national du 2 juin 2004 sur la formation professionnelle en agriculture et tel qu'il résulte de l'avenant n° 5 du 22 décembre 2011 transformant le titre de l'accord en accord sur la formation tout au long de la vie en agriculture. »

Article 2

Entrée en vigueur

Le présent accord entrera en vigueur le lendemain de sa signature.

Article 3

Dépôt et extension

Le présent accord est déposé conformément aux dispositions légales. Son extension est demandée.

Fait à Paris, le 22 décembre 2011.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3613

Convention collective nationale
IDCC : 7017. – PERSONNEL DES PARCS
ET JARDINS ZOOLOGIQUES PRIVÉS

AVENANT N° 13 DU 10 MARS 2011
RELATIF AUX SALAIRES AU 1^{ER} MARS 2011 ET AU 1^{ER} NOVEMBRE 2011
NOR : AGRS1297100M
IDCC : 7017

Entre :

L'AFPZ,

D'une part, et

La FGA CFDT ;

Le SNCEA CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'annexe I « Salaires » est modifiée à compter du 1^{er} mars 2011 ainsi qu'il suit :

« ANNEXE I

Salaires

1^{re} valeur de point : 0,09.

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL
100	9,00	1 365,02

2^e valeur de point : 0,008 (coefficients 120 à 160 inclus).

1. Personnel hors encadrement

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL
120	9,16	1 389,29
140	9,32	1 413,56
160	9,48	1 437,83

3^e valeur de point : 0,016.

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL
175	10,20	1 547,03

2. Personnel d'encadrement

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL
225	11,00	1 668,36

(En euros.)

GROUPE	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL
IV	250	11,40	1 729,03
III	300	12,20	1 850,37
II	350	13,00	1 971,70
I	400	13,80	2 093,04

Article 2

L'annexe I « Salaires » est modifiée à compter du 1^{er} novembre 2011 ainsi qu'il suit :

« ANNEXE I

Salaires

1^{re} valeur de point : 0,09045.

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL
100	9,045	1 371,85

2^e valeur de point : 0,00804 (coefficients 120 à 160 inclus).

1. Personnel hors encadrement

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL
120	9,20	1 396,24
140	9,36	1 420,63
160	9,52	1 445,02

3^e valeur de point : 0,01608.

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL
175	10,25	1 554,76

2. Personnel d'encadrement

Agent de maîtrise

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL
225	11,05	1 676,71

(En euros.)

GROUPE	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL
IV	250	11,45	1 737,68
III	300	12,26	1 859,62
II	350	13,06	1 981,56
I	400	13,86	2 103,50

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 10 mars 2011.

(Suivent les signatures.)

Directeur de la publication : Jean-Denis Combrexelle

165120120-000312

Direction de l'information légale et administrative

ISSN en cours
